caritas international

Secourir et construire

RapportAnnuel2014

© Isabel Corthier

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

31/12/2014

Monsieur Michel Verhulst, président*
Monsieur Dominic Verhoeven, vice-président*

Monsieur Frans Cardyn
Père Philippe de Dorlodot*
Monsieur l'Abbé Luk De Geest
Madame Martine Jonet-de Bassompierre
Madame Marie-Paule Moreau*
Monsieur Marc Nuytemans
Monsieur Hubert Sanders
Monsieur Jean-Yves Standaert
Monsieur l'Abbé Giorgio Tesolin

Directeur : **Monsieur Gonzalo Dopchie***

Directeur adjoint : **Monsieur Patrick De Bucquois**

Président d'honneur : **Monsieur Pierre Géhot**

* Membres du comité de gestion

SOMMAIRE

Membres du Conseil d'Administration 2
Mot du président 3
Remerciements 4
Vision, mission 5
Coopération internationale 6
Asile et Migration 22
Plaidoyer 36
Communication, récolte de fonds, éducation 38
Personnel et Organisation 40
Rapport financier 42

LÉGENDE – INFOS

Notre rapport annuel en ligne est enrichi à partir d'aujourd'hui de pictogrammes, qui d'un simple clic vous conduisent à des informations complémentaires sur notre site web.
Les photographies, les vidéos, les témoignages et les publications vous offrent l'opportunité d'une vision plus large des activités et des projets de Caritas International en 2014. Vous verrez 5 différents pictogrammes dans le rapport annuel :

WWW.CARITAS-INT.BE (PUBLICATIONS)

PHOTOS
TÉMOIGNAGE(S)
VIDÉO
PLUS D'INFORMATIONS
PUBLICATION

MOT DU PRÉSIDENT

Chère lectrice, cher lecteur,

Dans notre monde déchiré par la violence, - du Moyen-Orient à l'Afrique centrale en passant par le Soudan du sud, de l'Ukraine à la Méditerranée -, les 165 Caritas nationales s'efforcent de rendre à chaque être humain sa dignité. Par des actions très concrètes, elles rappellent aux hommes et femmes de toutes appartenances et de toutes conditions sociales qu'ils sont membres d' « une seule famille humaine ».

Outre la poursuite de la mise en œuvre de cet objectif, les Caritas en Belgique, - Caritas Vlaanderen, Caritas francophone et germanophone et Caritas international -, ont décidé de matérialiser cet appel en développant entre elles des coopérations assurant la continuité des services et la volonté de n'oublier personne parmi les plus vulnérables et les exclus.

Comme 2014 fut une année d'élections, Caritas Belgica et ses différentes composantes ont rédigé un mémorandum destiné aux responsables politiques pour attirer leur attention sur les drames humains vécus chez nous et ailleurs, et sur les propositions de nos organisations pour y faire face. Un nouvel état des lieux est prévu en 2015.

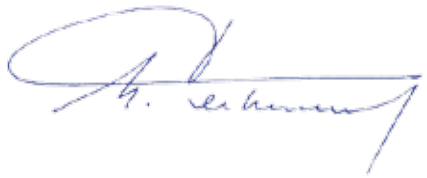
Au sein de notre propre organisation, 2014 fut une année de profonde réflexion sur son avenir. Chaque département a fait appel à tous ses membres pour fixer ensemble les objectifs qui lui sont propres et aboutir à un plan stratégique pour l'ensemble de notre association. Ce travail est remarquable tant pour la qualité de son contenu que pour la clarté de sa structure, ainsi que pour les synergies qu'il a permises entre les départements, qui seront progressivement mises en œuvre.

Vous trouverez dans les chapitres qui suivent, de la main de ceux qui ont agi, comment Caritas international a rempli sa mission pendant cette année et comment vos efforts financiers et autres ont été concrétisés sur le terrain. Permettez-moi toutefois de mettre en évidence trois éléments :

- Les efforts d'urgence, de réhabilitation et de reconstruction déployés aux Philippines après le passage du typhon « Yolanda (Haiyan) » pour le Département « Coopération Internationale » ;
- Le professionnalisme du réseau international de partenaires actifs en matière de retour volontaire et de réintégration, développé par notre Caritas, qui fêtait cette année ses 10 ans d'existence, pour le Département « Asile et Migration » ;
- La conférence tenue le 20 juin 2014, journée mondiale des réfugiés, dédiée à l'urgence de l'aide aux Syriens au sein même et au-delà de leurs frontières, pour le Département « Communication ».

Enfin, au nom de l'équipe de Caritas International, je souhaite exprimer de chaleureux remerciements à notre directeur, Gonzalo Dopchie. Pendant plus de dix ans, par ses qualités profondément humaines, par sa totale disponibilité, par sa vision pertinente de l'esprit et du cœur de Caritas, par sa très grande capacité de travail, il a rassemblé autour de lui l'ensemble du personnel pour atteindre les objectifs de notre association. Malheureusement, à la fin du mois de décembre, des raisons médicales l'ont conduit à devoir cesser ses lourdes activités professionnelles en 2015. Nous regrettons tous son départ, lui souhaitons déjà bon vent et... beaucoup de bénévolat pour Caritas !

Pour conclure, je félicite et remercie vivement tous ceux qui, inspirés par l'exhortation apostolique ''Evangelii Gaudium" du Pape François, ont œuvré à la convergence des actions de nos associations pour accompagner chaque être humain vers plus de dignité et de joie de vivre.



Michel Verhulst, ir, Président Caritas International

REMERCIEMENTS

Merci de tout cœur à ceux qui nous ont accordé leur confiance.

Sans le soutien précieux de nombreuses personnes, associations et organisations, tous nos objectifs ne pourraient être menés à bien. C'est pourquoi, toute l'équipe de Caritas International souhaite tout particulièrement remercier :

- Tous nos donateurs privés
- Les évêchés, paroisses et congrégations religieuses
- Les entreprises, fondations et ASBL
- Les organisations coupoles : Vluchtelingenwerk Vlaanderen / CIRE / 11.11.11 / CNCD / NGO federatie / Acodev / Concord / Voice
- Les médias, et en particulier : Kerknet, Kerk en Leven, Braambos, Médias Catholiques (Dimanche et RCF) et la Libre Belgique (Move with Africa)
- Nos bailleurs de fonds institutionnels :

  L'Union Européenne
  ECHO / DG Devco / Fonds européen pour les Réfugiés / Fonds Européen pour le Retour

  Le gouvernement fédéral
  Direction générale de la Coopération au Développement (DGD) / Fonds Belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) / Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) / Ministère de la Justice (service tutelle) / Secrétariat d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté (Service des Tutelles) / Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte Contre le Racisme (Fonds d'impulsion)

  De Vlaamse Gemeenschap
  Departement Internationaal Vlaanderen: Vlaams Agentschap voor Internationale Samenwerking (VAIS) / Departement Leefmilieu, Natuur en Energie

  La Fédération Wallonie-Bruxelles et Région Wallonne
  Wallonie-Bruxelles International (WBI)

  La Région de Bruxelles Capitale
  Actiris, Office régional bruxellois

  Les provinces et communes

- Caritas Internationalis, Caritas Europa, Caritas Catholica Belgica, Netwerk Rechtvaardigheid en Vrede, Brabantia, le réseau ERSO, le Consortium belge pour les situations d'urgence et tous nos partenaires en Belgique et à l'étranger
- Les écoles et les mouvements de jeunesse qui ont participé avec enthousiasme à nos actions
- Nos collaborateurs en Belgique et à l'étranger qui, jour après jour, concrétisent notre engagement
- Tous nos bénévoles enthousiastes

CARITAS INTERNATIONAL

Qui sommes-nous ?

Caritas International est une organisation non gouvernementale belge. Au sein de Caritas Belgica elle est le chaînon belge d'un réseau mondial de 164 organisations catholiques travaillant ensemble dans 200 pays et régions.

Notre vision

Caritas International œuvre pour un monde de paix, de solidarité et de justice, dans lequel la dignité de chaque personne constitue une valeur fondamentale et dont les richesses sont mieux partagées entre tous.

Caritas International puise son inspiration dans une vision chrétienne de l'Homme et de la société, basée sur l'Evangile.

Chaque personne a droit à une vie digne et doit pouvoir jouir de ses droits fondamentaux. L'accès à une nourriture saine, à l'eau potable, aux soins médicaux, à l'enseignement, à l'emploi et à un logement décent doit être garanti.

Notre travail est fondé sur les valeurs de solidarité et de subsidiarité[1]. Aucun pays ou aucune organisation n'est à même de résoudre tous les problèmes. Seule l'union des forces peut conduire à des solutions durables.

1. La subsidiarité implique que l'autonomie de chaque structure est respectée. Chaque structure, à son niveau, a un rôle à jouer dans l'ensemble. Tout ce qui peut être mieux exécuté à un niveau inférieur doit l'être à ce niveau. Des défis communs sont rencontrés à un niveau supérieur.

Notre mission

Caritas International soutient les victimes de violences, de catastrophes naturelles et de la pauvreté, dans leur propre pays ou en fuite, en collaboration avec ses réseaux nationaux et internationaux.

Nous accomplissons notre mission sans discrimination. Caritas International aide les personnes les plus vulnérables et les accompagne dans leur recherche de solutions durables.

Caritas International et ses partenaires fournissent une aide d'urgence efficace en cas de crise. Nous mettons également en œuvre des projets de réhabilitation et de développement afin de donner aux personnes la possibilité de prendre en charge leur vie et leur avenir.

Caritas International accueille les demandeurs d'asile et défend le droit des migrants à une aide matérielle, sociale et juridique, les accompagnant en Belgique ou dans leur pays d'origine.

Nous dénonçons les situations d'injustice et les dysfonctionnements dont nos collaborateurs sont les témoins, et plaidons auprès des décideurs pour des solutions structurelles.

Notre expertise nourrit un travail d'information et d'éducation à destination du grand public, et plus particulièrement du monde scolaire.

WWW.CARITAS-INT.BE

Qui sommes-nous ?

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Aide d'urgence et réhabilitation

- **Afrique :** Burundi, Centrafrique, Congo (RD), Ethiopie, Mali, Niger, Ouganda, Sénégal, Tchad
- **Amérique latine :** Haïti
- **Asie :** Cambodge, Inde, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines
- **Europe :** Bosnie-Herzégovine, Russie, Serbie, Turquie
- **Moyen-Orient :** Irak, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie

Développement cofinancement

- **Afrique :** Burundi, Congo (RD), Ethiopie, Niger, Rwanda
- **Asie :** Indonésie, Mongolie
- **Europe :** Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Serbie
- **Moyen-Orient :** Palestine

Développement fonds propres et projets de partenariat

- **Afrique :** Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo (RD), Ethiopie, Mali, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo
- **Amérique latine :** Haïti, Honduras
- **Asie :** Bangladesh, Cambodge, Inde, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande
- **Europe :** Arménie, Serbie
- **Moyen-Orient :** Liban, Palestine, Syrie
- **Océanie :** Palaos

Isabel Corthier

SOMMAIRE

INTRODUCTION 8

INTERVENTIONS PHARES 9

- Moyen-Orient : chances de survie et consolidation de la paix 9
- Afrique de l'Ouest : ebola, plus qu'une maladie 10
- Les Balkans : aide d'urgences et prémices de reconstruction 11
- République centrafricaine : réconciliation 11
- Soudan du Sud : guerre civile 12
- Est du Congo : de l'aide d'urgence à la reconstruction 13
- Philippines : emploi et construction de logements 14
- Burundi : agriculture familiale intégrée 15
- Ethiopie : développer la résilience 16
- Niger : prévenir la famine 16
- Indonésie : la menace des cacaoyers malades 17

INTERVENTIONS 2014 : UN APERÇU 18

INTRODUCTION

NOTRE PARTENARIAT

Dans nos rapports annuels précédents, nous avons décrit à plusieurs reprises la stratégie du département Coopération Internationale, expliquant que notre aide d'urgence et nos projets structurels sont exécutés en étroite collaboration avec nos partenaires sur place, à savoir les nombreuses organisations Caritas nationales et locales. En effet, ces partenaires sont notre plus grande force. Ce sont eux qui déploient un travail considérable en cas de crise, qui portent les premiers secours aux victimes et accompagnent les bénéficiaires (organisations et particuliers) dans le cadre de projets de développement vers une plus grande autonomie.

Faisant suite à notre séminaire sur la sécurité alimentaire en 2013 et en préparation de notre nouveau plan stratégique, le département Coopération Internationale a décidé en 2014 d'organiser un **séminaire sur le partenariat (dans le Sud).** En juin, plusieurs de nos partenaires originaires de la RDC, du Burundi, du Rwanda, d'Haïti, du Niger, d'Éthiopie, des Philippines, de Syrie… et nos expatriés dans ces pays, se sont réunis chez nous à Bruxelles pour examiner ensemble et de près nos partenariats existants et discuter de la manière dont nous pouvons améliorer notre coopération, de nos attentes mutuelles, des facteurs de réussite d'un partenariat, etc.

Les discussions se sont déroulées dans une ambiance décontractée et nous ont permis d'apprendre à connaître encore mieux nos partenaires. Notre stratégie de partenariat est désormais enrichie grâce aux idées intéressantes évoquées à l'occasion de ce séminaire.

NOTRE RELATION AVEC LA DGD[2]/ LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Actuellement, Caritas exécute des programmes d'aide d'urgence et de sécurité alimentaire dans différents pays grâce aux fonds de la DGD. Notre programme de sécurité alimentaire de la DGD en RDC, au Burundi et au Rwanda se termine à la fin avril 2015 et sera reconduit jusqu'à la fin de l'année 2016, par le biais d'un nouveau programme de la DGD dans 4 pays (avec l'ajout d'Haïti).

Chaque organisation qui souhaite encore bénéficier de subsides du gouvernement fédéral à partir du 1er janvier 2017 a dû déposer **un dossier d'agrément** au plus tard le 31 décembre 2014. Le dossier comporte les objectifs stratégiques de l'organisation à moyen terme (5 ans) et à long terme (10 ans), un plan financier (également à moyen et long termes), ainsi que les pays où nous serons opérationnels et les partenaires avec lesquels nous allons coopérer au cours des 10 prochaines années. Le département Coopération Internationale a joué un rôle important lors de la rédaction de ce dossier.

Sur base de ce dossier, l'organisation sera évaluée en 2015 dans 10 domaines, e.a. la gestion financière, le personnel, la stratégie, la question de genre, l'environnement, la gestion des risques, le partenariat…

2. Direction Générale de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire

INTERVENTIONS PHARES

MOYEN-ORIENT

CHANCES DE SURVIE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Syrie. En mars 2011, des manifestations à grande échelle se déroulent dans les principales grandes villes du pays. Suite à la répression croissante, le départ du président Bashar al-Assad est exigé. Le conflit s'intensifie en lutte armée. En 2014, les extrémistes de l'État Islamique sèment encore davantage la terreur. 3,2 millions de personnes fuient la Syrie. 6,45 millions de personnes fuient à l'intérieur de leur propre pays.

Irak. Les musulmans chiites, les chrétiens, les yazidis et les autres minorités sont violemment expulsés de leurs villages par le mouvement terroriste État Islamique. Depuis début 2014, 1,9 million de personnes sont déplacées dans le pays en raison des violences. Entre-temps, l'Irak accueille aussi déjà plus de 220.000 réfugiés syriens.

Liban. Sur une population totale de 4,5 millions de personnes, le pays comptait en décembre 1.122.200 réfugiés enregistrés (HCR). Aujourd'hui, leur nombre atteint 1,5 million. La majorité est originaire de Syrie, les autres sont palestiniens ou irakiens. La pression sur les services publics libanais et les organisations humanitaires devient intenable et les ressources financières s'amenuisent.

Jordanie. Au total, la Jordanie estime à 620.000 personnes, le nombre de réfugiés syriens enregistrés, dont 84 % vit en dehors des camps. Tout comme au Liban, la présence de réfugiés exerce une pression énorme sur l'économie et les services.

Depuis le début de la crise, Caritas International contribue activement aux interventions des organisations locales de Caritas en Syrie, en Irak, au Liban, en Jordanie et en Turquie, tout comme bon nombre d'autres organisations du réseau Caritas. Nous nous concentrons principalement sur les familles en dehors des camps. Caritas leur propose une aide afin de leur permettre de trouver hébergement, nourriture, vêtements, couvertures et chauffage. Les centres médicaux et les cliniques mobiles se chargent des soins de santé de base. Les personnes souffrant de dépression ou touchées par le deuil ont accès à soutien psychologique. Les enfants ont la possibilité de fréquenter l'école.
Les réfugiés bénéficient de l'aide, indépendamment de leur origine ou leur religion, et ce afin de contribuer efficacement au processus de paix. Caritas souhaite poursuivre le renforcement des capacités des différentes communautés dans les différents pays, par le biais d'une consolidation de la paix interreligieuse, d'initiatives de réconciliation et en contribuant à la responsabilisation et au développement, seules voies vers une amélioration durable.

Gaza. Le 8 juillet 2014, l'armée israélienne lance une opération militaire visant le Hamas et le Jihad islamique palestinien dans la bande de Gaza. Après sept semaines de violence meurtrière, un cessez-le-feu est signé, mais la situation reste explosive. 110.000 personnes déplacées ont besoin d'aide. Caritas International soutient l'intervention des Caritas locales : alimentation, eau, soins de santé pour 16.000 victimes.

« Nous ne voulons pas que ces enfants deviennent une génération perdue, les victimes de la guerre et de l'indifférence »

Dana Shahin, Caritas Jordanie.

WWW.CARITAS-INT.BE

- Moyen-Orient: 3 questions à Jan Weuts, coordinateur des urgences
- Caritas aide en Irak: avant et après
- Nagham, une mère iraquienne en fuite
- 4 ans de guerre en Syrie

AFRIQUE DE L'OUEST

EBOLA, PLUS QU'UNE MALADIE

Début 2014, le virus Ebola progresse en Afrique de l'Ouest. Le réseau Caritas lance immédiatement des **campagnes de prévention**. Caritas International soutient le programme d'aide du réseau Caritas en Sierra Leone, en Guinée Conakry et au Liberia.

Les équipes Caritas se rendent dans les villes et villages avec un mégaphone, du savon, de l'eau chlorée et des posters. Elles expliquent aux populations comment le virus Ebola se transmet et quelles mesures d'hygiène doivent être prises. Il faut notamment **empêcher** que les membres sains des familles des victimes soient évités comme la peste et **isolés**. Pour contrer la propagation d'Ebola, Caritas utilise les mêmes réseaux, hôpitaux et moyens de communication que ceux employés pour la lutte du VIH depuis de nombreuses années.

Cependant, la crise continue de prendre de l'ampleur et les besoins sont croissants. Caritas met tout en œuvre pour **maintenir les structures de soins de santé** liées à l'Eglise **ouvertes**. Elle se charge entre autres de fournir le matériel de protection. Les conséquences économiques de l'épidémie sont catastrophiques. Les malades ne peuvent plus travailler, bon nombre de familles perdent le soutien des leurs à cause d'Ebola. Les personnes saines peuvent aussi éprouver des difficultés à être économiquement actives, en raison des restrictions de déplacement : les ressources et le matériel manquent, les produits agricoles et autres marchandises ne peuvent plus être transportés vers le marché. Les populations ont faim. C'est pourquoi le réseau Caritas travaille étroitement avec l'Organisation mondiale pour l'alimentation pour la **distribution de nourriture**.

Avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, nous commençons fin décembre à **rendre 3 hôpitaux opérationnels dans le district du grand Monrovia**. L'afflux important de patients souffrant d'Ebola, les connaissances rudimentaires et le manque de vêtements de protection ont déjà coûté la vie à de nombreux membres du personnel soignant, avec comme conséquence l'arrêt des soins. Afin de regagner la confiance, tant du personnel soignant que de la population, nous visons à optimaliser les mesures de protection : les patients souffrant d'Ebola sont dépistés et isolés dès leur arrivée, de manière à ne pas contaminer les autres patients. Une formation en matière de prévention et de contrôle des maladies contagieuses est essentielle à cet égard. Nous fournissons également les vêtements de protection nécessaires.

Fin décembre, les autorités estimaient à plus de 8.000, le nombre de décès. En réalité, ils sont probablement bien plus nombreux.

Par ailleurs, Caritas International apporte également son soutien aux victimes d'**Ebola en RDC** (Boende et Befale, dans la province de l'Équateur). Le foyer d'Ebola y a, heureusement, été rapidement maîtrisé.

« Nous disposons de 19 stations de radio que nous utilisons pour diffuser des messages relatifs au VIH. Nous pouvons dorénavant les utiliser pour diffuser des informations à propos d'Ebola. »

Sœur Barbara Brillant, directrice d'un institut supérieur à Monrovia, Liberia.

WWW.CARITAS-INT.BE

Prévention et aide alimentaire dans les pays touchés par Ebola

Caritas lutte contre le virus Ebola en Afrique de l'Ouest

LES BALKANS

AIDE D'URGENCE ET PRÉMICES DE RECONSTRUCTION

En mai 2014, les Balkans subissent les pires inondations en 120 ans. 1 million de personnes en Bosnie Herzégovine et 1,5 million en Serbie sont touchées. Sur place, une immense vague de solidarité voit le jour. Les organisations Caritas locales collectent et distribuent des vivres, de l'eau, des médicaments et des produits d'hygiène.

En collaboration avec le gouvernement flamand (VAIS), Caritas International aide **50 familles** de Krupanj et d'Obrenovac (Serbie) et **200 familles** de Doboj et de Maglaj **(Bosnie Herzégovine) à se reconstruire**. Les activités dans les deux pays s'effectuent en parallèle : les familles vulnérables reçoivent des kits d'hygiène et du matériel de nettoyage. Des matériaux afin de réaménager salles de bains et cuisines, de la peinture et du matériel d'isolation, des meubles, des machines à laver et des cuisinières sont achetés et distribués. En Serbie, Caritas a fourni également des animaux et du fourrage à 34 familles afin de relancer l'élevage.

WWW.CARITAS-INT.BE

Après des inondations sans précédent, la Serbie se reconstruit

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RÉCONCILIATION

La République centrafricaine est le théâtre d'un conflit politico-social qui s'éternise et dégénère en affrontements particulièrement cruels entre la Seleka (principalement musulmane) en les anti-Bakala (chrétiens, animistes et soldats de l'armée gouvernementale). Les droits humains sont bafoués de part et d'autre. Cette lutte pour le pouvoir politique se double d'une lutte pour la gestion des richesses naturelles (diamant, or et uranium), au sein de laquelle les pays étrangers jouent aussi un rôle important.

Caritas International soutient le réseau Caritas local qui assure **alimentation, hébergement, enseignement, soins de santé et soutien moral** à 21.477 ménages. Mais la situation complexe rend l'intervention humanitaire très difficile. L'archevêque Dieudonné Nzapalainga et l'iman Omar Kobne Lyama voyagent ensemble à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de leur pays pour apporter un **message de cohabitation dans la paix** à la **population et aux parties belligérantes**. En même temps, ils essaient d'exercer une influence **politique** afin de créer un contexte permettant une cohabitation pacifique.

« Lorsque je parle avec les gens dans la rue, je n'entends pas de haine, mais uniquement de la peur et un plaidoyer désespéré en faveur de la paix. »

Archevêque Nzapalainga, président de la Caritas République centrafricaine.

WWW.CARITAS-INT.BE

Caritas aide à grande échelle la République centrafricaine

SOUDAN DU SUD

GUERRE CIVILE

Fin décembre 2013, la plus jeune nation au monde se retrouve à nouveau en état de guerre civile. Plus de cent mille Sud-soudanais fuient vers le **pays voisin, l'Ouganda**. Alors que l'aide du Programme Alimentaire Mondial s'achève, Caritas International distribue des semences et du matériel agricole à 525 familles. Elle se charge également de leur **formation**, de sorte qu'ils puissent produire leurs propres denrées alimentaires. 200 jeunes bénéficient d'une formation technique (coiffeur, boulanger, mécanicien) dans le but de les aider à trouver un emploi.

Le Réseau du « Systèmes d'alerte précoce » contre la famine diffuse des messages alarmants : plus de 3 millions de personnes au Soudan du Sud ont besoin d'aide. Avec la violence constante qui y règne, la famine menace un tiers de la population. Caritas International soutient le **programme d'aide d'urgence** du réseau, fournissant alimentation, activités génératrices de revenus, eau et assainissement, soins médicaux, hébergement et accompagnement psychologique.

L'une des rares régions où la situation est restée calme est la province de l'Équateur occidental. Caritas International y œuvre pour le passage d'une **agriculture de survie** vers une **agriculture plus commerciale**, grâce, entre autres, à de meilleures semences, à la traction bovine, aux motoculteurs et à des formations. Cette région est suffisamment fertile pour nourrir tout le pays, mais ne bénéficie que de peu d'aide de l'extérieur.

WWW.CARITAS-INT.BE

Aider les réfugiés dans le camp Rhino

EST DU CONGO

DE L'AIDE D'URGENCE À LA RECONSTRUCTION

Après que les rebelles du M23 aient été chassés de Rutshuru (Nord Kivu), un calme relatif règne dans la région. Les populations qui avaient fui la violence reviennent dans leurs villages ou essaient de se construire une nouvelle vie dans la région. Mais le retour n'est pas simple sans semences ni matériel. De plus, les parcelles agricoles sont négligées et polluées ; et le bétail décimé.

Les besoins sont immenses : une étude démontre que **l'insécurité alimentaire**, moyenne et grave, **a augmenté de 28% en 2011 à 61% en 2013**.

Avec son partenaire Caritas Goma, Caritas International souhaite rendre l'agriculture familiale pérenne et efficace pour 200 familles retournées vivre à Busanza ou qui sont restées au village pendant le conflit. Le projet, lancé en avril 2014, se déroule sur deux ans. L'objectif est de **rendre l'exploitation des fermes familiales efficace et durable**. À cet égard, nous tenons compte de tous les éléments qui peuvent contribuer à la sécurité alimentaire (approche intégrée) : agriculture, sylviculture et élevage. Une entreprise est durable lorsqu'elle permet de produire de la nourriture et de générer des revenus toute l'année, tout en préservant la fertilité des sols.

L'**implication des familles d'agriculteurs** est primordiale afin de garantir la réussite du projer. Elles sont les principaux acteurs de l'organisation, de l'exécution des activités et de la prise de décisions. En collaboration avec les agriculteurs, une équipe technique développe un plan sur mesure, divisé en étapes claires. Elle accompagne également chaque famille et l'aide à transformer sa ferme une entreprise agricole familiale intégrée : préparation des sols, culture de denrées alimentaires pour leur propre consommation et pour la vente, élevage de chèvres et de vaches à l'étable, plantation d'arbres fruitiers et de graminées contre l'érosion, fructification du sol grâce au compost naturel.

La qualité est primordiale et concerne 4 piliers : moyens de production, activités, organisation et suivi. À terme, l'objectif est non seulement de produire des denrées de qualité en suffisance pour la consommation propre, mais également d'**assurer l'accès aux marchés et de les vendre** à des prix intéressants. L'activité génératrice de revenus permet d'acheter des fournitures de base et scolariser les enfants, ainsi qu'investir davantage dans l'exploitation.

En collaboration avec notre partenaire Caritas Bukavu, nous avons un projet similaire sur l'île de Idjwi.

Isabel Corthier

WWW.CARITAS-INT.BE

Goma et ses environs bénéficient d'un service médical ultramoderne

PHILIPPINES

EMPLOI ET CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Aide d'urgence

Le 8 novembre 2013, le typhon Haiyan (nom local Yolanda) balaie les Philippines. 14 millions de personnes en sont les victimes, directes ou indirectes.

Caritas International a proposé une **aide humanitaire d'urgence**, en collaboration avec Caritas Philippines (NASSA) et leur réseau international. Au cours des 5 premiers mois suivant la catastrophe, quelque 75.294 familles vulnérables ont été aidées pour un **budget total de 5.633.523 euros. Caritas International Belgique** a contribué à **concurrence de 100.000 euros**.

Reconstruction

• Antique

Le programme triennal (avril 2014 à mars 2017) porte sur la réhabilitation et la génération de revenus pour les familles touchées par le typhon. Ce programme comporte les activités suivantes : soutien à la pisciculture, à l'agriculture, à l'élevage et à la production d'algues ; gestion des zones humides ; formations en menuisierie, en maçonnerie, en informatique ; en réduction des risques : construction d'un centre d'évacuation, achat d'un bateau pour les urgences médicales.

Nombre de familles concernées : 1.143

Le financement de Caritas International Belgique s'élève à 700.0000 euros – Celui de Caritas Italie à 300.000 euros

• Aklan

Un projet pilote de 5 mois (mai – septembre 2014) comporte entre autres une étude sur l'amélioration des techniques agricoles au sein de la population autochtone de Libacao, fortement touchée par Haiyan. En outre, il prévoit la formation de menuisiers, par le biais de la construction de 11 maisons à base de techniques et de matériaux locaux. Ce projet se déroule en collaboration avec Caritas France.

Budget : 173.000 EUR (86.500 Caritas France et 86.500 Caritas International) pour le projet pilote.

Ce projet pilote constitue la première phase d'un programme de reconstruction et d'appui aux revenus qui se déroulera sur une période de 3 ans et qui est financé par Caritas International Belgique et Caritas France (également sur une base 50/50). Le volet « génération de revenus » comporte six éléments : soutien à la production d'abaca (plante essentielle d'un point de vue économique, produisant des fibres solides), augmentation et diversification de la production agricole, amélioration des techniques de pêche et de la gestion de l'eau, réduction des risques en cas de catastrophe, formation autour de thèmes tels que le sida et la question de l'égalité homme-femme, et enfin, le plaidoyer en vue d'obtenir le droit de propriété pour les populations autochtones. Le budget total de ce volet est estimé à 800.000 euros. Fin 2014, avec nos partenaires, nous travaillons à l'élaboration du programme de reconstruction.

« J'étais si triste au moment d'accoucher, car nous n'avions plus rien. Heureusement, Caritas m'a apporté des tapis, des serviettes, des draps, des couvertures et de la nourriture. Nous avons malgré tout survécu à tout cela »

Romila Echavez, Ajuy, Iloilo.

WWW.CARITAS-INT.BE

« Caritas a aidé notre famille à survivre et à envisager un avenir meilleur »

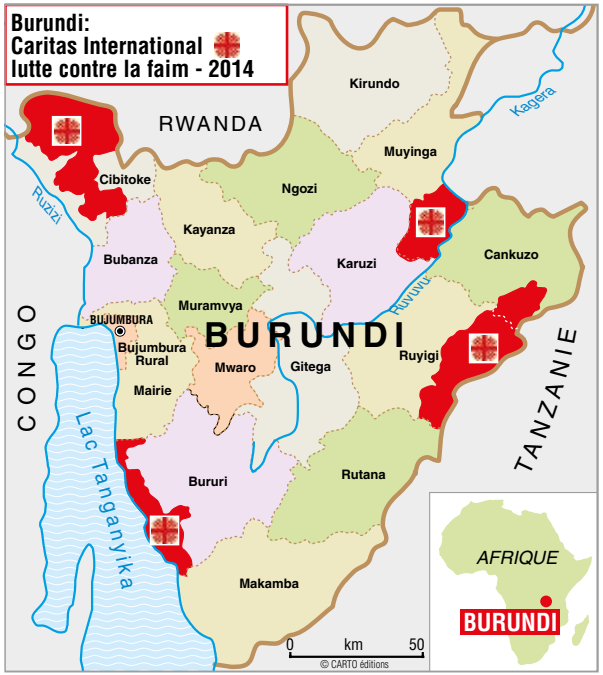
Des maisons durables pour les communautés indigènes de la province d'Aklan

L'histoire de Mary Faith

BURUNDI

AGRICULTURE FAMILIALE INTÉGRÉE

Les Nations Unies ont déclaré 2014 l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Cette dernière est cruciale pour nourrir une planète et ses 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050, tout en protégeant l'environnement et en permettant à des millions de familles d'agriculteurs de sortir de la pauvreté. Caritas International aussi croit en ce modèle. Depuis 2006, avec l'aide du gouvernement belge, nous investissons dans l'agriculture familiale et la lutte contre la pauvreté au Burundi. **Le Burundi est en effet l'un des pays les plus pauvres au monde** : 8 habitants sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté et 6 habitants sur 10 souffrent de malnutrition. En 2014, nous aidons 12.500 familles vulnérables, soit 66.000 personnes dans 4 régions.



À quoi ressemble une exploitation agricole intégrée ?

- Terrasses avec plantations contre l'érosion
- Engrais végétal et animal
- Plantations destinées au fourrage animal
- Bétail à l'étable
- Potager
- Arbres fruitiers
- Champ avec différentes cultures
- Arbres (carburant et matériau de construction)
- Foyer à bois amélioré
- Latrine et simple douche
- Système simple permettant de se laver les mains, installé à côté des toilettes et de la cuisine

Pour Caritas, **l'accompagnement sur mesure de chaque fermier, ainsi que la solidarité et la coopération** marchent main dans la main : certains problèmes ne peuvent être abordés qu'ensemble et la solidarité est nécessaire pour donner une chance aux plus vulnérables. La réparation de la route reliant Kabuyenge à Gisuru en est un bel exemple. L'accessibilité de Kabuyenge, qui est isolée, est une condition sine qua non pour relancer les activités économiques, transporter plus rapidement possible ses malades vers l'hôpital de Gisuru et augmenter l'attrait des enseignants pour les petites écoles locales.

WWW.CARITAS-INT.BE

L'histoire des familles burundaises

La Solidarité se Cultive

ÉTHIOPIE

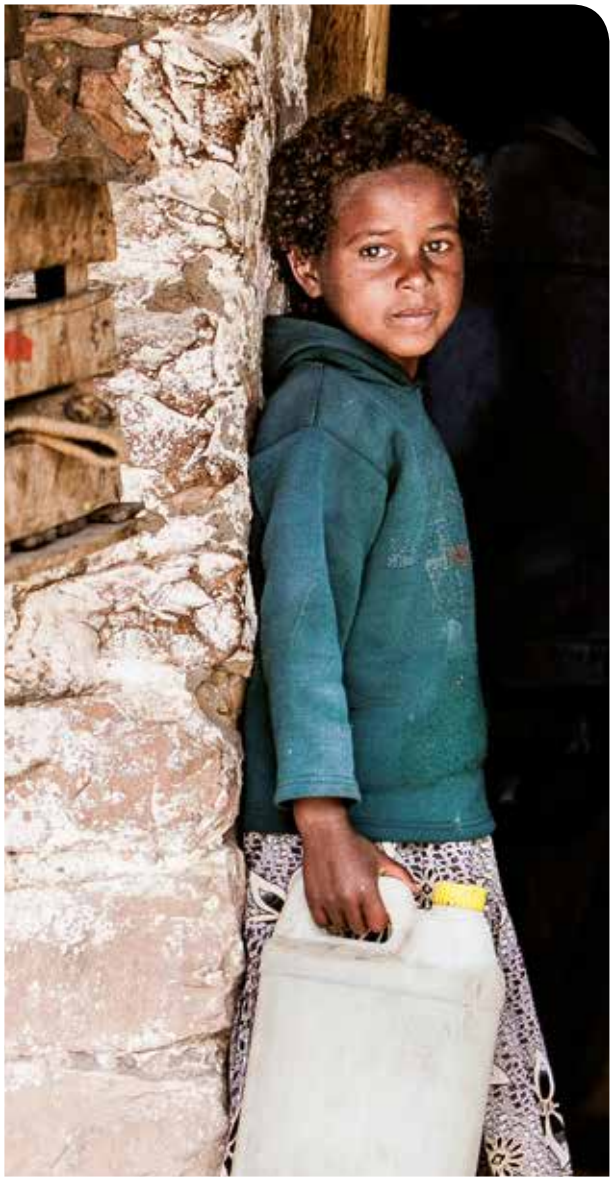
DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE

En Éthiopie, nous travaillons dans la région SNNPR dans le Sud du pays. Avec le diocèse de Soddo, nous y améliorons la sécurité alimentaire de 8.329 familles vulnérables au sein de 6 sous-districts. Ce projet sera clôturé en 2015. En 2014, nous avons commencé un projet triennal pour l'agriculture durable, avec le même partenaire dans le cadre d'un consortium financé par l'UE (SHARE). Chacune des organisations concernées a développé son propre projet en se focalisant sur des activités clés, dans le but de créer **synergie et complémentarité**. L'objectif est d'aborder les nombreuses facettes de la pénurie alimentaire de manière intégrée et holistique dans les 5 districts de la région SNNPR.

Avec le diocèse de Jimma-Bonga, Caritas International développe un modeste projet de sécurité alimentaire pour les Menja et les non-Menja vulnérables dans la zone de Kaffa. Les Menja vivent dans différents groupes, mais sont néanmoins isolés les uns des autres. Ils sont souvent marginalisés et stigmatisés. Le gouvernement fait des efforts pour leur donner accès aux terres. Nous souhaitons offrir l'assistance nécessaire aux populations pour les aider à cultiver ces terres. Grâce à la **diversification**, nous veillerons à ce que tous, tant les Menja que les non-Menja vulnérables, **puissent générer davantage de revenus et ainsi pourvoir à leurs besoins de base**.

WWW.CARITAS-INT.BE

De l'eau potable pour les villages éthiopiens



Isabel Corthier

NIGER

PRÉVENIR LA FAMINE

Dans les communes de Birnin Lallé, d'Adjékoria et de Keita, 60% de la population n'a pas accès à l'eau potable. L'eau polluée est cause de maladie. Le manque d'eau est synonyme de manque de nourriture. En 2014, nous avons veillé, avec l'aide du gouvernement belge, à ce que 9.127 familles aient accès à de la nourriture (céréales, légumes et fourrage) et/ou à l'eau. Accroître la résistance des populations afin de mieux faire face aux futures crises alimentaires s'inscrit dans la continuité de notre travail des années précédentes, de même que celui qui vise une plus grande efficacité des banques alimentaires et des magasins agricoles.

Quelques chiffres témoignent de nos réalisations à la fin du mois d'août 2014 :

- 700 familles peuvent s'occuper correctement de leurs animaux, ont du lait et font des bénéfices ;
- 35 tonnes de fourrage sont vendues par le biais des magasins agricoles à un prix modéré ;
- 85 puits ont été forés avec des pompes pour l'irrigation ;
- 200 ha de terres sont réhabilités pour la culture de différentes espèces végétales ;
- 160 horticulteurs vendent plus de 4.000 tonnes de légumes ;
- 2.580 familles ont accès à l'eau grâce à la construction de 9 puits et à la création de 9 comités de l'eau ;
- 42 banques alimentaires de la Caritas Niger reçoivent au total 1.715 tonnes de blé fin 2013 ;
- Au cours des périodes de pénurie, le blé est vendu à un prix inférieur au prix officiel du marché ;
- Avec les recettes, de nouveaux stocks sont constitués.

INDONÉSIE

LA MENACE DES CACAOYERS MALADES

Dans le district de Sikka (Flores), le cacao est la principale source de revenus. La cause de la grande pauvreté dans la région est la baisse dramatique dans la production au cours des dix dernières années, entre autres, en raison de cacaoyers malades. Avec le soutien de la Loterie Nationale (appel à projets dans le cadre des Objectifs du Millénaire), Caritas International travaille avec son partenaire local en vue d'augmenter la production et la qualité des récoltes, en formant les agriculteurs, créant et soutenant des groupements d'agriculteurs et en introduisant des variétés de cacaoyers résistantes aux maladies.

Réalisations en 2014 :

- 110 agriculteurs appliquent à leur travail les techniques et les connaissances acquises.
- 8 exploitations de démonstration sont actives et ont aménagé un champ de cacaoyers avec des semences saines.
- 148 agriculteurs ont nettoyé leurs terres, éliminé les plants malades (9,25 ha) et ont préparé le sol pour des plantations saines.
- 101 agriculteurs ont semé environ 7.700 plants qui ont entretemps atteint la taille de 70 à 90cm.
- 8 groupements d'agriculteurs ont été créés.

« D'autres organisations ne font que montrer sur un champ de démonstration comment faire, mais Caritas vient sur nos terres et nous explique comment faire et travaille avec nous. Les arbres que nous plantons sont nos plants, leur produit par conséquent aussi. »

Barnabas Bun, cultivateur de cacao.

INTERVENTIONS 2014 : UN APERÇU

PROGRAMMES DE COFINANCEMENT (fonds propres et institutionnels)

Aide d'urgence et reconstruction

Pays	Titre du projet	Période	Budget	Bailleur de fond	Dépenses 2014 en EUR	Contribution de Caritas International
Bosnie	Aide d'urgence et de réhabilitation pour les victimes des inondations	2014	100.000,00	VAIS	75.000	25 %
Burundi	Amélioration des conditions de vie des ménages rapatriés, déplacés et résidents à la frontière Burundo-Tanzanienne, province de Ruyigi	2013-2015	575.000,00	DGD	370.882,32	frais de fonctionnement
Congo RD	Appui en sécurité alimentaire en faveur des populations du Nord Kivu affectées par les conflits armés, Goma	2012-2013	820.000,00	ECHO	18.905,96	6 %
Congo RD	Réintégration de 5650 familles déplacées et retournées, et rehabilitation d'un tronçon routier de desserte agricole, Province Orientale	2012-2014	1.009.195,00	DGD	11.254,49	frais de fonctionnement
Congo RD	Appui en sécurité alimentaire pour améliorer les conditions de vie des populations affectées par les conflits armés au Nord-Kivu	2013-2014	473.684,00	ECHO	126.372,34	5 %
Congo RD	Appui à la sécurité alimentaire des populations déplacées/retournées suite aux affrontements de 2010, province d'Equateur	2013-2014	1.009.448,00	DGD	8.177,96	frais de fonctionnement
Congo RD	Projet multisectoriel d'appui à 3.000 familles vulnérables dans le diocèse de Kilwa Kasenga	2013-2015	770.500,00	DGD	638.979,02	frais de fonctionnement
Haïti	Programme d'appui au relèvement d'Haïti	2011-2014	425.572,56	DGD/11-11-11	5.634,62	20 %
Liban	Aide d'urgence pour réfugiés extrêmement vulnérables venant de Syrie	2013-2014	533.750,00	DGD	452.537,64	frais de fonctionnement
Niger	Projet de renforcement des capacités de résilience aux crises alimentaires, Niger	2013-2014	1.577.571,00	DGD	1.392.951,09	frais de fonctionnement
Syrie	Aide d'urgence pour des familles déplacées accueillies par la population locale.	2013-2014	150.000,00	VAIS	50.030,00	frais de fonctionnement
Serbie	Aide d'urgence et de réhabilitation pour les victimes des inondations	2014	100.000	VAIS	75.000,00	25 %
Total					**3.225.725,44**	

Isabel Corthier

Développement

Pays	Titre du projet	Période	Budget	Bailleur de fonds	Dépenses 2014 en EUR	Contribution de Caritas International
Bosnie	Renforcement de la formation professionelle pour adultes en zones rurales	2013-2015	123.764,11	UE	20.854,26	17 %
Burundi	Amélioration durable de la sécurité alimentaire dans la province de Muyinga, phase 2	2012-2015	1.776.041,86	Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire	497.935,77	15 %
Burundi	Développement intégré de Kasenga (PADI)	2010-2013	525.413,28	DGD	39.347,27	20 %
Burundi	Proramme multia-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya	2013-2018	1.764.706,00	Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire + CTB	329.678,92	15 %
Congo RD	Appui à la production et à la commercialisation des denrées agricole en Ituri	2009-2013	1.570.085,01	UE Sec Alim	19.613,02	10 %
Congo RD Burundi Rwanda	Programme d'Appui au développement des communautés rurales des Grands lacs, phase 2	2012-2015	4.212.836,26	DGD (Plan Trienal) / WBI / Wereldmissiehulp	1.433.253,71	20 %
Ethiopie	Sécurité alimentaire en faveur des familles vulnérables dans les woredas Ganta-Afeshum et Gulomakda (est du Tigray)	2009-2014	3.495.600,00	Fonds Belge de Survie / provincie West-Vlaanderen / Ondernemers voor Ondernemers	498.471,11	15 %
Ethiopie	Agriculture durable et intégrée, de la résilience contre la pé-nurie alimentaire dans 5 districts de la NNPS	2014-2016	3.300.000,00	UE /SHARE	319.784,98	10 %
Ethiopie	Amélioration de la production dans 6 districts de la NNPS	2012-2014	1.471.565,00	EU Stability Fund	145.912,41	frais de fonctionnement
Ethiopie	Amélioration de l'eau potable de Asangbola	2014-2015	40.000,00	Fonds Elisabeth - Amélie	40.000,00	25 %
Indonésie	Réduction de la pauvreté à travers l'amélioration de la qualité et quantité de la production du cacao	2013-2014	35.789,00	La Loterie Nationale	15.789,00	32 %
Kosovo	Soutien à l'économie agricole et l'ecotourisme dans le sud	2013-2015	444.909,21	UE	210.404,55	11 %
Mongolie	Développer les compétences des coopératives dans les régions rurales de la province de Gobi-Altai	2013-2016	500.295,62	UE	0	Monitoring missions de CI.be
Niger	Projet de sécurité alimentaire, participatif et décentralisé, à Dakoro	2008-2013	2.801.757,00	Fonds Belge de Survie	9.657,55	15 %
Niger	Projet de sécurité alimentaire, participatif et décentralisé, à Dakoro	2014-2016	1.885.455,41	Fonds Belge de Survie	194.541,74	15 %
Palestine	Renforcement de l'économie locale dans les territoires de Jenin Est	2014-2016	251.559,87	DGD	74.347,43	20 %
Rwanda	Sécurité alimentaire au Bugesera (PASAB II)	2009-2014	3.229.493,00	Fonds Belge de Survie / WBI	469.795,32	15 %
Serbie	Renforcement de la formation professionelle pour adultes en zones rurales	2013-2015	137.068,25	UE	22.917,81	17 %
Total					**4.342.304,85**	

PROGRAMMES FONDS PROPRES

Programmes d'aide d'urgence avec le réseau Caritas

Face à une crise, l'organisation Caritas locale fait appel à l'aide du réseau Caritas.

Pays	Crise	Dépenses 2014 en EUR
Burundi	Inondations	10.000,00
Cambodge	Inondations	30.000,00
Centrafrique	Crise humanitaire	25.000,00
Congo (Kin)	Crise humanitaire + Ebola	55.844,21
Ethiopie	Réfugiés Sud Soudanais	20.000,00
Haïti	Prévention choléra et ouragan Sandy	109.547,17
Inde	Cyclone Phailin et inondations Orissa	40.000,00
Irak	Crise humanitaire	150.000,00
Jordanie	Crise humanitaire Syrie	55.000,00
Mali	Crise humanitaire	10.000,00
Myanmar	Protection des déplacés	10.000,00
Nepal	Inondations	10.000,00
Niger	Insécurité alimentaire	7.800,00
Ouganda	Crise humanitaire Sud Soudan	41.622,03
Pakistan	Famine et crise humanitaire	15.000,00
Palestine	Conflit au Gaza	50.000,00
Philippines	Typhoon Yolanda et Haguput et tremblement de terre Iles Visayas	346.500,00
Russie	Crise Ukraine	10.000,00
Sénégal	Insécurité alimentaire	10.000,00
Syrie	Crise humanitaire Syrie	50.000,00
Tchad	Crise humanitaire Centreafrique	10.000,00
Turquie	Crise humanitaire Irak	40.000,00
Total		**1.106.313,41**

Projets socio-économiques

Nous finançons des activités sans l'intervention de financiers institutionnels.

Pays	Nombre	Dépenses 2014 en EUR
Arménie	1	10.000,00
Burundi	6	30.000,00
Cambodge	1	6.505,00
Congo RD	22	289.994,62
Haïti	1	22.310,00
Inde	1	25.000,00
Liban	1	20.000,00
Mali	1	5.000,00
Népal	1	5.256,00
Pakistan	1	30.000,00
Palestine	1	5.872,00
Palaos	1	3.750,00
Serbie	1	5.000,00
Rwanda	2	6.500,00
Soudan du Sud	4	87.045,90
Thaïlande	1	10.664,00
Total	**46**	**562.897,52**

Renforcement des capacités : partenaires Caritas

Caritas International renforce ses partenaires du Sud et d'Europe de l'est et les dote de moyens nécessaires à la formation de leur personnel et à la pérennisation de leurs structures.

Pays	Organisation	Dépenses 2014 en EUR
Bosnie	Caritas Bosnie et Herzgovine	15.000,00
Burundi	Caritas Burundi et Bureau Diosésaine de Développement	24.000,00
Congo RD	Caritas Congo et Bureau Diosésaine de Développement	24.782,00
Ethiopie	Ethiopian Catholic Secretariat	30.000,00
Europe	Caritas Europa	12.350,00
Liban	Caritas Mona	10.000,00
Palestine	Caritas Jerusalem	5.000,00
Sri Lanka	Caritas Sri Lanka	3.000,00
Syrie	Caritas Syrie	10.000,00
Total		**134.132,00**

Projets en partenariat

Nous avons, avec certaines associations belges, un partenariat pour la réalisation de projets qui correspondent à notre vision et mission.

Pays	Nombre de projets	Dépenses 2014 en EUR
Afrique du Sud	3	26.978,00
Bangladesh	1	6.323,44
Bénin	1	3.325,00
Burkina Faso	1	6.283,00
Burundi	1	8.000,00
Cambodge	1	1.402,11
Caméroun	1	30.152,95
Ethiopie	1	13.028,44
Haïti	1	1.925,32
Honduras	1	791,88
Inde	3	23.136,30
Mali	1	29.230,77
Népal	1	9.673,76
Niger	1	16.930,00
Nigéria	1	4.643,43
Philippines	2	7.429,99
RD Congo	5	22.095,69
Rwanda	4	20.122,08
Sénégal	1	756,36
Syrie	2	12.014,58
Tanzanie	1	8.035,09
Togo	3	25.079,95
Total	**37**	**277.358,17**

ASILE ET MIGRATION

SOMMAIRE

NOS MISSIONS 22

CONTEXTE 23

UN ACCOMPAGNEMENT MULTIFACETTE 24
- Accueil de première ligne 24
- Regroupement familial 24
- Accueil des demandeurs d'asile 25
- Intégration de réfugiés reconnus 28
- Tutelle de MENA 30
- Retour volontaire et réintégration après retour 31
- Détention 35

NOS MISSIONS

Caritas International apporte une réponse humaine et individuelle au parcours migratoire de chacun, défend les droits des migrants et les accompagne dans la recherche de solutions durables dans notre pays ou ailleurs.

Dans cette optique, Caritas International accueille un grand nombre de demandeurs d'asile dont la procédure est en cours. Nous optons pour un accueil dans des logements individuels[1]. Ce modèle favorise l'autonomie de la personne, garantit la vie de famille et stimule l'intégration des personnes dans leur environnement local.

Outre le volet accueil, Caritas International organise également un accompagnement social et juridique non seulement des demandeurs d'asile accueillis mais également de tous les étrangers. Le soutien à destination de ces migrants passe par divers projets tels que l'accueil social de première ligne, l'intégration de réfugiés reconnus, la tutelle de Mineurs Etrangers Non Accompagnés (MENA), le retour volontaire et la réintégration après retour, les projets de réinstallation, les visites en centres fermés… Cette multidisciplinarité permet une approche globale de l'individu qui bénéficiera d'une expertise de qualité, adaptée à ses besoins, quel que soit son choix de vie.

Caritas International plaide pour une approche positive et globale de la migration et pour l'adoption de politiques favorisant l'intégration du migrant dans notre pays ou l'aidant à reconstruire sa vie dans son propre pays. Enfin, nous prônons fermement une approche qui ne mène plus à la criminalisation des étrangers et nous opposons à la détention systématique des demandeurs d'asile et migrants pour des raisons de politiques migratoires.

Pauline Willot

CONTEXTE

En 2014, 17.213 **demandes d'asile** ont été introduites en Belgique, soit une augmentation de 8,6 % par rapport à 2013 (15.840 demandes introduites)[2]. Il s'agit de la première hausse depuis fin 2011. En 2014, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) a reconnu dans 46.8 % des dossiers traités que le demandeur d'asile avait besoin de protection : 36.6% des décisions étaient des reconnaissances du statut de réfugié et 10.2% des décisions d'octroi du statut de protection subsidiaire. Cette hausse du nombre de reconnaissances est en grande partie due aux nombreuses demandes d'asile introduites par des ressortissants syriens et irakiens. En effet, en 2014, 1.854 ressortissants syriens ont demandé l'asile en Belgique par rapport à 877 en 2013 et 793 en 2012. Le CGRA a, en 2014, pris 1.312 décisions concernant des ressortissants syriens. 71.6% de ces décisions étaient positives et permettaient l'obtention d'un statut de réfugié en Belgique.

Notre pays s'est également engagé à accueillir en 2014 quelques 100 réfugiés dans le cadre du programme de réinstallation. Il s'agit de la réinstallation de 75 Syriens et de 25 Congolais de la région des Grands Lacs. En 2015, la Belgique se prépare à accueillir 300 réinstallés.

Concernant les **retours volontaires au départ de la Belgique** : en 2014, 3.587 personnes sont retournées volontairement dans leur pays d'origine[3]. En 2013, il s'agissait de 4.585 personnes et en 2012, un nombre record de 5.656 personnes étaient retournées vers leur pays d'origine. Cette diminution des retours s'explique par les nouvelles politiques mises en place dont, entre autres, l'instauration de critères d'accès au soutien au retour plus stricts, la mise en place de la liste des pays sûrs, une diminution des demandes d'asile depuis 2011 et un taux de reconnaissance élevé du statut de réfugié ou de protection subsidiaire depuis 2014.
Sur les 3.587 personnes retournées volontairement, 58% étaient des migrants en situation irrégulière, 34% des demandeurs d'asile déboutés et 8% des demandeurs d'asile dont la procédure était toujours en cours au moment de prendre la décision de retourner volontairement[4]. En 2014, un grand nombre de demandeurs d'asile déboutés étaient également dirigés vers les places de retour. Nous remarquons – tout comme en 2013 – qu'un grand nombre de ces personnes choisissent de ne jamais résider dans ces centres de retour ouverts, préférant une vie dans l'illégalité avec, pour conséquence, une grande précarité.

L'année 2014 fut également marquée en mai par les **élections** régionales, fédérales et européennes. En octobre 2014, Theo Francken (N-VA) est le **nouveau secrétaire d'état** en charge de l'asile et la migration, à la suite de Maggie De Block (Open VLD). L'accord de gouvernement met, entre autres, l'accent sur des procédures plus rapides. La lutte contre les abus reste une préoccupation centrale du gouvernement, ainsi que l'adaptation de la liste (étendue) de pays d'origine dits «sûrs», des campagnes de dissuasion… Bref, si le gouvernement privilégie l'aspect sécuritaire, il revient à des organisations comme la nôtre de veiller à ce que cette approche n'évacue pas le respect de la personne et la reconnaissance de ses droits.

1. Version web : renvoi vers le site www.accueilindividuel.be
2. Statistiques d'asile – Bilan 2014, publié le 8 janvier 2015 par le CGRA
3. Chiffres Fedasil/OIM/OE – Fiche « Retour volontaire en 2014 »
4. Chiffres Fedasil/OIM/OE – Fiche « Retour volontaire en 2014 »

Pauline Willot

UN ACCOMPAGNEMENT MULTIFACETTE

Le travail de Caritas International en matière d'asile et migration englobe différents domaines : l'accueil des demandeurs d'asile, l'accueil d'un public-cible spécifique (mamans isolées avec enfants) à Louvranges, le travail de première ligne, l'accompagnement sociojuridique des demandeurs d'asile, le soutien au regroupement familial, l'intégration de réfugiés reconnus, le retour volontaire et la réintégration après retour, la tutelle des MENA ou encore les visites en centre fermé.

ACCUEIL DE PREMIÈRE LIGNE

Caritas International assure un accueil de première ligne à tout étranger, indépendamment de son statut ou de sa nationalité. A partir de cet accueil de première ligne, les migrants sont soit aidés par notre service de première ligne, soit redirigés vers nos projets plus spécifiques, soit – le cas échéant – vers d'autres services ou institutions. En 2014, le service d'accueil de première ligne a ouvert 1.240 nouveaux dossiers, concernant 1.927 personnes. Dans 38 % des cas, il s'agissait de dossiers concernant des demandes d'accompagnement au retour volontaire. 34.5 % des dossiers concernaient un regroupement familial. Les autres personnes accompagnées (27.5 % des dossiers) rencontrent des besoins divers : soutien administratif, soutien dans la procédure de régularisation ou au séjour, soutien dans la recherche d'un logement ou d'un emploi ou une aide dans les démarches avec le CPAS.

REGROUPEMENT FAMILIAL

Le regroupement familial est la possibilité donnée à des membres d'une famille séparés entre plusieurs pays de se retrouver.
En 2014, le service social est intervenu dans 427 nouveaux dossiers. Evidemment, le service est aussi intervenu dans un grand nombre de dossiers ouverts antérieurement à janvier 2014 et a organisé 15 séances d'information collectives sur le regroupement familial.
Les nationalités qui demandent le plus souvent un regroupement familial sont les ressortissants guinéens, congolais (RDC), syriens et camerounais. Ce « top 5 » est complété par des personnes ayant la nationalité belge.

Pour le service social, l'année 2014 fut marquée par l'épidémie d'Ebola en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria. A la suite de la propagation du virus, ces pays furent mis en quarantaine. Pour pouvoir réaliser un regroupement familial, la famille restée au pays devait pouvoir accéder à une ambassade belge pour l'introduction de la demande de visa et son retrait. Comme l'ambassade belge la plus proche de la Guinée est située à Dakar, au Sénégal et que ce dernier a fermé ses frontières à cause de l'épidémie, l'obtention de documents a représenté, pour les familles, une difficulté considérable et angoissante. Mi-décembre 2014, à titre tout à fait exceptionnel, l'ambassade de Belgique à Dakar a accepté de recevoir des demandes de visa par courrier postal. Malheureusement, cette exception ne vaut pas pour les ressortissants syriens, cruellement touchés par un conflit de plus en plus complexe. En effet, l'ambassade de Belgique étant fermée en Syrie, les requérants doivent se déplacer en Jordanie, au Liban ou en Turquie. Un déplacement synonyme de danger. De plus, obtenir les documents nécessaires à l'introduction d'une demande de visa auprès des autorités syriennes représente à ce jour un vrai défi.

Le service social est régulièrement confronté à la demande de faire venir les parents ou frères et sœurs, par exemple, des personnes bénéficiant d'une protection en Belgique. En limitant la régularisation familiale aux époux, enfants mineurs, enfants majeurs avec un handicap et aux parents de MENA, le législateur belge ne tient pas suffisamment compte des situations exceptionnelles dans lesquelles se trouvent les bénéficiaires de la protection internationale. Qu'en est-il, par exemple, des enfants adoptés ? Caritas International plaide donc pour une interprétation plus large de la définition de la « famille » dans le cadre de la loi sur le regroupement familial.

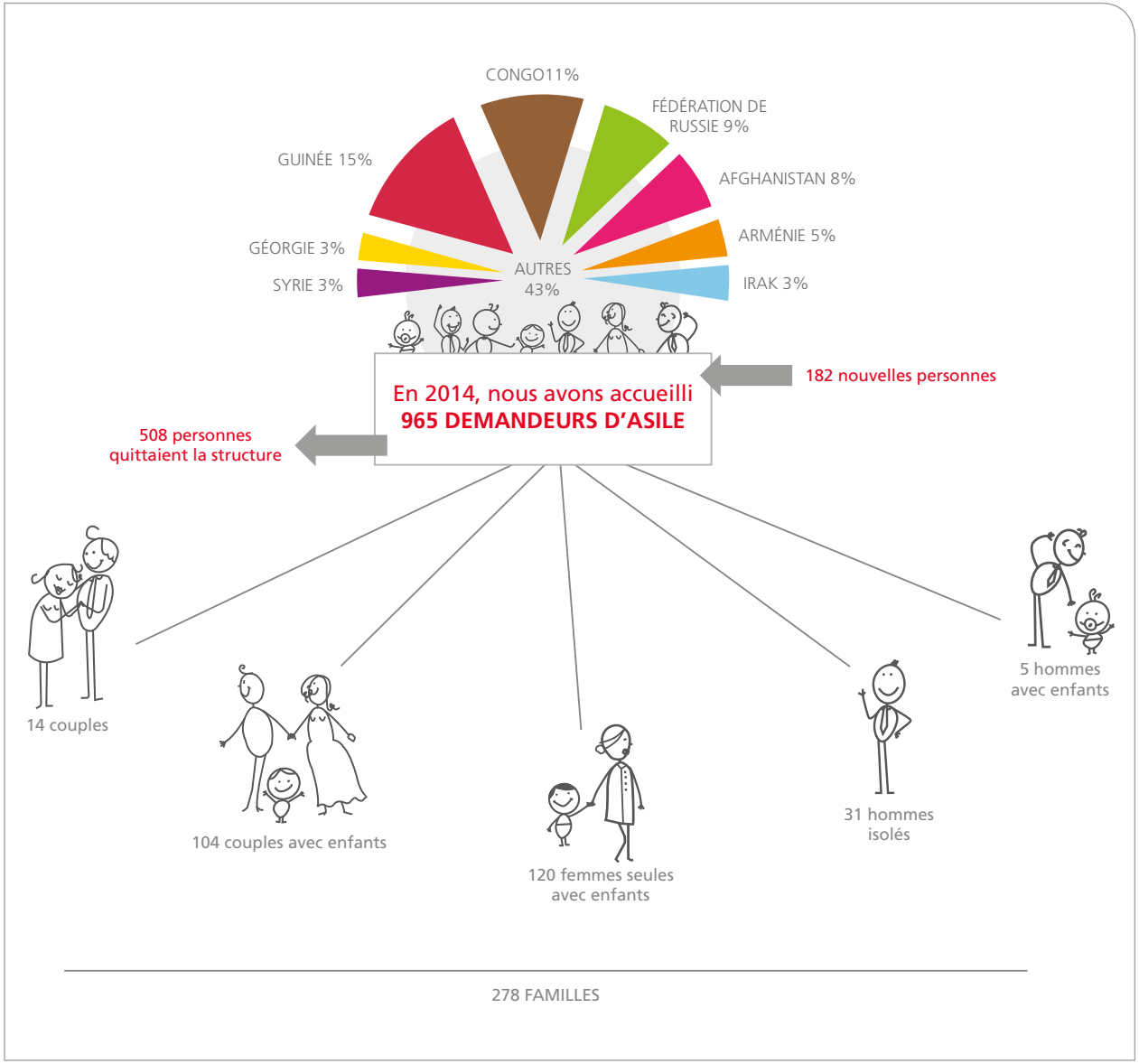
Isabel Corthier

ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE

Chaque demandeur d'asile a, en Belgique, droit à l'accueil dès l'introduction de sa demande et pour toute la durée de la procédure (loi du 12 janvier 2007). Dans notre pays, deux modèles d'accueil coexistent pour les personnes qui introduisent une demande d'asile. Dans un premier temps, la majorité des demandeurs d'asile sont hébergés en centres collectifs. Dans une seconde phase, s'ils en font la demande, ils peuvent emménager dans des logements unifamiliaux (certaines personnes vulnérables sont immédiatement logées dans des logements individuels). C'est pour ce second modèle que Caritas International a opté. Modèle à taille humaine, il est en effet synonyme d'une autonomie accrue des personnes accueillies, il favorise leur intégration dans leur environnement immédiat et il coûte moins cher à la collectivité. En 2014, la structure du Service Accueil de Caritas International a hébergé 965 demandeurs d'asile dont la majorité sont des couples avec enfants et des femmes seules avec enfants.

Création de places « tampon »

De septembre 2013 à avril 2014, conformément aux directives du Gouvernement, le service Logement de Caritas International s'est attelé à « fermer » 313 places d'accueil, pour revenir à un nombre structurel de 655 places d'accueil pour demandeurs d'asile. Quelques mois plus tard, en septembre 2014, le gouvernement fédéral a décidé de diminuer encore le nombre de places structurelles tout en maintenant une capacité d'accueil d'urgence sous la forme de places dites « tampon ». Il s'agit de places inoccupées par des demandeurs d'asile, mais qui doivent pouvoir devenir rapidement disponibles dès que Fedasil constate une augmentation importante du nombre de demandes d'asile.



Leur nombre s'élève à 199 sur notre total de places disponibles de 627 à la fin de l'année 2014. Il ne s'agit donc pas de réelles fermetures dans la mesure où Caritas International ne se défait pas de ces logements.
Par ailleurs, en 2014, la structure d'accueil de Caritas International s'est attelée à préparer l'accueil de publics-cibles spécifiques : Mineurs Etrangers non-accompagnés, personnes malades mais aussi des personnes ayant une probabilité accrue d'être reconnue réfugiées ou ayant déjà obtenu la protection internationale,… Cette tâche débutera en 2015 à la demande de Fedasil et mettra fin à l'accueil en deux phases comme organisé jusque fin 2014.

Association de promotion du logement (APL)

Malgré ces diverses décisions de réduction du nombre de places d'accueil pour demandeurs d'asile en Belgique, Caritas International n'a pas immédiatement mis fin à tous ses baux en cours. En effet, la constitution d'un parc locatif de près de 1000 places d'accueil ne s'est pas faite sans efforts. C'est pourquoi, en 2014, nous avons reconverti 22 logements situés dans la région de Charleroi. A ce jour, nous mettons ces logements à la disposition de personnes fragilisées, reconnues réfugiés et ce pour une durée de 1 an, avec un accompagnement social. Afin de développer au mieux ce projet, Caritas International a entamé les démarches en vue de l'agrément comme association de promotion du logement.

Isabel Corthier

15 ANS D'ACCUEIL INDIVIDUEL PAR LES ONG

En 2014, Caritas International et ses coupoles – le CIRÉ, Vluchtelingenwerk Vlaanderen et leurs organisations partenaires – ont fêté 15 ans de collaboration avec les autorités publiques pour l'accueil des demandeurs d'asile. Ce réseau d'accueil est unique en Europe. Dans ce cadre, les ONG mettent l'accent sur un accueil individuel et adapté pour les demandeurs d'asile, un accueil qui favorise leur autonomie et protège leur vie privée et familiale.

Pour célébrer cet événement, les ONG partenaires ont rassemblé les acteurs de l'accueil et demandeurs d'asile lors d'une après-midi de réflexion le 13 mai 2014 à Bruxelles. Cette rencontre a permis de donner un coup de projecteur sur notre travail d'accueil, de revenir sur l'histoire et de mettre l'accueil individuel en perspective au niveau belge et européen.

« Le délai octroyé aux familles reconnues réfugiées pour trouver un logement et quitter l'aide matérielle organisée dans le cadre de leur demande d'asile est de deux mois. Ce délai est insuffisant pour connaître la réalité du marché locatif en Wallonie et pour signer un contrat de bail. C'est pourquoi Caritas International a décidé de mettre à disposition des familles qui en ont le besoin un logement de transit pour une durée de un an. Et ce tout en les accompagnant dans leurs premières démarches d'intégration dans notre pays. »

Florence Lobert, responsable du service Accueil de Caritas International.

Isabel Corthier

Isabel Corthier

LES LOGIS DE LOUVRANGES : UN ACCUEIL SPÉCIFIQUE POUR LES FEMMES SEULES AVEC ENFANTS

Les Logis de Louvranges de Caritas International ont accueilli, en 2014, 14 nouvelles arrivantes accompagnées de 34 enfants. Le nombre total de personnes hébergées au cours de l'année 2014 est de 37 femmes et 79 enfants. Durant cette période, 9 familles ont obtenu une protection en Belgique et ont quitté nos logements, 8 familles ont été déboutées et n'avaient, par conséquent, plus droit à l'accueil et 2 familles sont parties pour d'autres raisons (un hébergement en maison maternelle, par exemple).

En 2014, deux projets ont été mis en place en collaboration avec les services d'Aide à la jeunesse en milieu ouvert (AMO) de Wavre (Carrefour J) et d'Ottignies (La Chaloupe). Les enfants et animatrices de l'atelier du mercredi ont, entre autres, participé à un module interactif afin d'apprendre les bases de la communication non violente. Les enfants installés aux Logis de Louvranges ont ainsi pu expérimenter de manière ludique d'autres façons de communiquer et d'exprimer leurs émotions. Un module consacré au vivre ensemble a également été créé pour permettre aux femmes qui vivent dans les 21 appartements des Logis d'apprendre à mieux se connaître et de renforcer leurs liens.

L'équipe des Logis poursuit ses efforts pour accompagner les femmes accueillies afin qu'elles deviennent progressivement autonomes. Dans cette optique, de moins en moins d'activités sont organisées au sein même des Logis. Les mamans sont encouragées à se rendre à des activités et formations extérieures. Ainsi, alors que jusqu'en juin 2014, les femmes débutantes suivaient un cours de Français donné par un volontaire aux Logis, elles se rendent aujourd'hui directement à l'asbl Ta'Awun où elles rencontrent d'autres apprenantes.

5. Nom d'emprunt

« Quand j'ai rencontré le personnel, c'est leur regard qui m'a le plus frappé parce qu'à travers leurs regards, je me suis sentie à l'aise. Leurs regards me rassuraient et ne me faisaient pas peur. Leurs regards me respectaient mais ne me jugeaient pas. Leurs regards me touchaient mais ne me faisaient pas mal, alors que pour moi à chaque fois qu'on touchait mon corps, c'était pour me faire mal. Et c'est « ici » dans les Logis que j'ai entendu pour la première fois de ma vie dans la bouche de Mme Nathalie et Mme Anne me dire « Vous êtes une FEMME » « Reposez-vous, vous êtes fatiguée » « De quoi tu as envie pour te distraire ? » « Tu as droit au bonheur »… Merci. »

Alicia[5], maman qui vit à Louvranges.

WWW.CARITAS-INT.BE

- 15 ans d'accueil individuel des demandeurs d'asile
- L'Accueil à taille humaine

INTÉGRATION DE RÉFUGIÉS RECONNUS

La Cellule Intégration de Caritas International offre aux réfugiés reconnus un accompagnement sur mesure tout au long de leur parcours d'intégration. Notre premier public-cible est constitué des réfugiés qui ont demandé l'asile à l'aéroport et qui ont obtenu un statut lors d'une procédure accélérée en centre fermé ou en maison de retour. Le second groupe de bénéficiaires sont des réfugiés appartenant à des groupes-cibles vulnérables, vulnérabilités qui constituent autant d'obstacles dans leur parcours d'intégration : personnes avec un problème médical ou psychosocial, mères célibataires, personnes réinstallées (voir ci-après) ou mineurs étrangers non-accompagnés. Une fois reconnus, ces réfugiés doivent trouver un logement et apprendre à réorganiser leur vie de manière autonome et ce dans un délai extrêmement court. Ces personnes rencontrent d'importantes difficultés dans la recherche d'un logement ou l'obtention de l'aide d'un CPAS,… L'accompagnement au cours du trajet d'intégration de ces groupes-cibles est réalisé par un coach d'intégration, qui offre un accompagnement sur mesure durant 2 ans. L'équipe des coaches est active dans toute la Belgique, avec des antennes à Bruxelles, Liège et Anvers.

En 2014, 167 dossiers, représentant 339 personnes, faisaient l'objet d'un suivi dont 104 nouveaux dossiers. Les 5 principales nationalités représentées au sein de ces dossiers sont la Syrie, l'Afghanistan, l'Irak, la Guinée et la Palestine. La majorité des bénéficiaires (70,6%) sont des réfugiés reconnus. Les autres ont reçu la protection subsidiaire.

Isabel Corthier

ETUDE

« RÉFUGIÉ CH. TRAVAIL » PUBLIÉE EN FÉVRIER 2014

Caritas International a mené une étude auprès d'une partie de ses bénéficiaires, les réfugiés résidant en Belgique depuis plus de trois ans, et s'est attelée à identifier avec eux les obstacles et coups de pouce nécessaires à leur accès aux formations et à l'emploi.

L'étude a révélé un grand nombre de facteurs problématiques et formule des recommandations pour une meilleure intégration des réfugiés et migrants dans le marché de l'emploi. Ces freins à l'insertion professionnelle sont, entre autres : les difficultés d'accès aux cours de langues, l'accompagnement parfois inadapté par les services publics d'aide à l'emploi, la lourde et coûteuse procédure d'équivalence des diplômes ou le principe du « chemin le plus direct vers l'emploi » appliqué par un grand nombre de CPAS. « Il faudrait donner plus d'informations aux personnes qui souhaitent étudier plutôt que de les pousser immédiatement vers des formations courtes, juste pour les mettre rapidement au travail », disait Fawsa lors d'une des interviews menées dans le cadre de l'étude. Elisabeth Verniers, coach au sein de la Cellule Intégration de Caritas International : « un réfugié arrivé en Belgique n'est pas une page vierge : il a peut-être suivi des formations, sûrement travaillé, a de l'expérience. Malheureusement, en Belgique, nous ne tenons pas suffisamment compte de ce bagage. »

WWW.CARITAS-INT.BE

Réfugié ch. travail

PROGRAMMES DE RÉINSTALLATION

Dans le cadre du programme européen de réinstallation, la Belgique s'était engagée à procéder à la réinstallation sur son territoire de 100 réfugiés en 2014. Les groupes de réfugiés ont été définis en accord avec les priorités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et de l'Union européenne. Sur base de ces priorités, la Belgique a décidé de réinstaller, en 2014, 75 Syriens ayant fui le conflit en Syrie ainsi que 25 Congolais de la région des Grands Lacs.

En 2014, la Cellule Intégration de Caritas International a essentiellement travaillé à l'accompagnement des personnes réinstallées en Belgique et arrivées en 2013, soit 60 personnes issues du Burundi (20 personnes), du Congo (36 personnes), du Liberia (2 personnes), d'Iran (1 personne) et d'Afghanistan (1 personne). Cet accompagnement est mené de façon intensive pendant 12 mois.

Par ailleurs, le premier contingent de Syriens n'est arrivé en Belgique qu'à la fin du mois de décembre 2014. L'accompagnement par Caritas International ne débutera donc qu'en janvier 2015. La raison de ce retard considérable tient à la difficulté pour un grand nombre de ces familles d'obtenir en Turquie, un laissez-passer leur permettant de voyager vers la Belgique. Caritas International a préparé l'arrivée de ces personnes, entre autres en organisant un grand nombre de rencontres avec les CPAS intéressés qui mettent des logements à disposition. Ce dernier aspect permet à Caritas International de travailler de suite à l'ancrage de la personne dans son environnement local, d'accélérer l'installation et les facteurs d'intégration qui en dépendent.

Isabel Corthier

Pauline Willot

Isabel Corthier

WWW.CARITAS-INT.BE

Nouveau projet : accompagnement de MENA reconnus réfugiés

TUTELLE DE MENA

Contexte belge

Le service des tutelles a reçu, en 2014, 1763 nouveaux signalements de MENA. En 2013, il s'agissait de 1786 signalements et en 2012, de plus de 2800 signalements. Les nationalités les plus représentées en 2014 sont : l'Afghanistan, le Maroc, l'Erythrée, la Syrie et la Guinée. En 2014, les tuteurs du service Tutelle des MENA de Caritas International ont accompagné 118 jeunes (133 en 2013).

L'accompagnement par nos tuteurs

La plupart des mineurs accompagnés par le service de Caritas International font appel à la procédure de séjour spécifique pour MENA ou demandent l'asile. Seuls 3 jeunes ont, en 2014, demandé une régularisation pour raisons humanitaires ou médicales. Les jeunes n'ayant aucune procédure en cours sont ceux qui ont eu 18 ans et qui, après leur majorité, ont « choisi » de ne pas retourner dans leur pays d'origine. Ils sont donc en situation irrégulière en Belgique. Cette catégorie comprend aussi des jeunes pour qui l'avocat et/ou le tuteur évaluent actuellement la procédure adéquate à entamer. En 2014, deux jeunes suivis par nos tuteurs sont également retournés volontairement dans leur pays d'origine, c'est-à-dire l'Afghanistan, et ce avec le soutien de la cellule réintégration de Caritas International.

En 2014, 25 jeunes ont finalement reçu un titre de séjour à durée limité, 23 autres un titre de séjour à durée illimitée. Malheureusement, une majorité des jeunes que nous accompagnons ont terminé l'année 2014 sans titre de séjour.

6. http://www.atf-mena.be/images/documents_divers/loi/Loi_12_05_2014_Publie_MB.pdf

SOUTIEN À L'INTÉGRATION DE MENA

En 2014, un projet spécifique de soutien à l'intégration des Mineurs Etrangers Non Accompagnés (MENA) ayant obtenu le statut de réfugié ou de protection subsidiaire a vu le jour, grâce au soutien du Fonds Européen au Retour (FER).
« Nous pensons par exemple à des jeunes mères, des jeunes sans réseau, sans connaissance de la langue ou avec des fragilités psychosociales », commente Ariane Dewandre, chargée du projet. Ce projet est issu de la collaboration entre la Cellule Intégration et du service des tuteurs de Caritas.

Accompagner vers l'autonomie

« Le jeune doit être en mesure, au terme du projet, de vivre seul, en autonomie, avec le soutien de services ordinaires comme le CPAS ou d'autres services sociaux », explique encore Ariane Dewandre. « Pour ce faire, nous mettons en place un accompagnement organisé par une équipe pluridisciplinaire comprenant des référents pédagogiques, une psychothérapeute et des coaches intégration.»

Quel accompagnement ?

« Ces personnes offrirons aux jeunes ayant obtenu un statut en Belgique des informations sur leurs droits et obligations, une aide à la recherche d'un logement, une aide à l'installation (état des lieux, contrats énergie,…), un accompagnement pour les démarches administratives, un soutien pour la gestion financière, un ancrage dans un réseau local, une orientation dans les choix éducatifs, un suivi psychosocial si nécessaire, une aide au regroupement familial si nécessaire,… bref, tout ce qui permettra au jeune de réussir son trajet d'intégration et de trouver sa place dans notre société. Et ce pendant une durée de un an à deux ans. »
A l'heure actuelle, 20 MENA sont soutenus grâce à ce nouveau projet. Il s'agit en majorité de jeunes Afghans.

EXTENSION DE LA LOI SUR LA TUTELLE DES MENA AUX MINEURS EUROPÉENS NON-ACCOMPAGNÉS

Depuis le 1er décembre 2014, une nouvelle loi est en vigueur concernant les mineurs Européens non-accompagnés. Concrètement, cela signifie qu'un jeune européen qui satisfait aux critères légaux[6] peut se voir désigner un tuteur. Les tuteurs professionnels de Caritas International accompagnent déjà quelques mineurs européens non-accompagnés et notent déjà divers problèmes. En effet, ils sont confrontés à la difficulté d'inscrire les jeunes à la commune, surtout si le jeune n'a pas de documents d'identité. De plus, les possibilités d'accueil sont restreintes : il est très difficile de trouver un logement et un accueil adaptés à la situation de ces jeunes. Nos tuteurs suivront de près les évolutions pratiques de cette nouvelle loi en 2015.

RETOUR VOLONTAIRE ET RÉINTÉGRATION APRÈS RETOUR

Durant leur séjour en Belgique, des circonstances particulières conduisent certains migrants ou (ex-) demandeurs d'asile à envisager un retour dans leur pays d'origine, parfois après de nombreuses années d'exil ou un long séjour en Belgique. Pour leur assurer un retour digne et une réintégration durable, il est nécessaire de bien préparer le départ et de les soutenir après leur retour au pays.

Retour volontaire

En 2014, le service social a ouvert 472 nouveaux dossiers de retour volontaire, représentant 526 personnes.

Le plus grand nombre de demandes ont été introduites par des personnes n'ayant pas (encore) reçu d'ordre de quitter le territoire (OQT) ou reçu il y a plus d'un an (66%) et par des personnes ayant décidé de retourner plus de 30 jours après l'obtention de l'OQT (12%).

La plupart des personnes retournées dans leur pays d'origine sont originaires d'Ukraine, du Brésil, d'Arménie, du Maroc et du Pakistan.

Le service social, chargé de l'accompagnement social de ce programme de retour volontaire, constate « *qu'après plusieurs années passées en Belgique, une simple aide au retour, par exemple un billet d'avion, ne suffit pas pour redémarrer une nouvelle vie* », commente Steven Valckx, coordinateur du service social. « *En 2014, les ressortissants des pays exemptés de visa n'ont pas droit à un soutien à la réintégration. Néanmoins, nous accordons une grande importance à un bon encadrement social et tenons toujours compte de la vulnérabilité des personnes. Ainsi, si besoin est, ces personnes peuvent, exceptionnellement, faire appel à une aide à la réintégration. Ce travail se fait, évidemment, en collaboration avec la cellule réintégration de Caritas International.* »

L'année 2014 a également mis en évidence la dichotomie entre le retour volontaire et les rapatriements forcés. En effet, ces derniers, en direction du Sierra Leone, du Liberia et de la Guinée, ont été arrêtés à la suite de l'épidémie du virus Ebola. Les retours volontaires, quant à eux, étaient toujours promus par le gouvernement belge...

Réintégration après retour volontaire

Outre le retour volontaire, Caritas International met en œuvre depuis 2004 le projet « réintégration durable » par lequel les personnes qui souhaitent retourner volontairement sont accompagnées dans leur réintégration au pays d'origine. Pour ce faire, Caritas International travaille dans le cadre des structures du fonds de réintégration de Fedasil et du fonds Retour de l'Office des Etrangers, et s'est créé un important réseau d'organisations partenaires qui soutiennent les personnes retournées dans leurs démarches de réintégration.

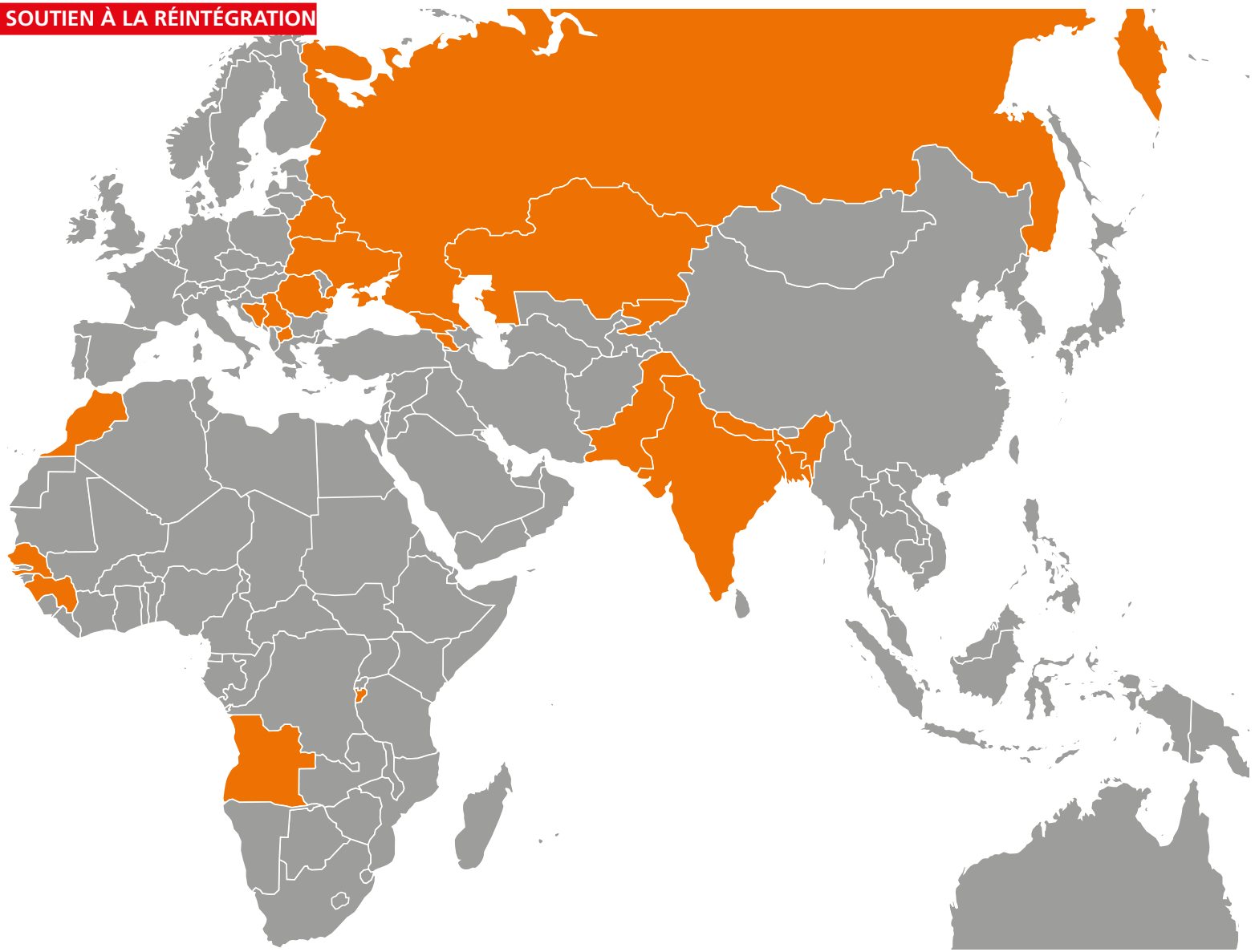
Une prime de réintégration flexible et adaptée, répondant adéquatement aux besoins particuliers de chaque candidat au retour est le gage d'un retour réussi. En 2014, Caritas International a organisé et soutenu la réintégration après retour de 430 personnes, contre 762 en 2013, 639 en 2012 et 438 en 2011. « L'année 2012 et 2013 étaient de véritables pics de retour », commente Sofie De mot, responsable de la Cellule réintégration après retour. « Nous sommes aujourd'hui revenus au taux de 2011. Les raisons sont diverses : la diminution du nombre de demandes d'asile, l'introduction de critères plus stricts pour l'obtention d'un soutien au retour volontaire, la liste des pays sûrs,… ». Sur ce total de 430 personnes accompagnées, 156 personnes ont été dirigées vers la Cellule réintégration par le service social (l'accueil de première ligne décrit ci-dessus). Les autres personnes nous sont envoyées par des travailleurs sociaux, les centres collectifs d'accueil pour demandeurs d'asile, les guichets retour de Fedasil,…

WWW.CARITAS-INT.BE

Blog - la réinstallation en images

Isabel Corthier

PAYS DE RETOUR AVEC UN SOUTIEN À LA RÉINTÉGRATION



Les 20 pays de retour principaux pour la cellule réintégration

- **Afrique :**
  Angola, Burundi, Guinée, Maroc, Sénégal

- **Asie :**
  Bangladesh, Inde, Kazakhstan, Kirkizstan, Népal, Pakistan

- **Europe :**
  Arménie, Belarus, Bosnie, Macédoine, Géorgie, Roumanie, Russie, Serbie, Ukraine

10 ANS DE RÉINTÉGRATION - « L'ASSISTANCE NE S'ARRÊTE PAS À LA FRONTIÈRE »

En octobre 2014, la Cellule réintégration de Caritas International a organisé une conférence intitulée « L'assistance ne s'arrête pas à la frontière » qui avait pour but de mettre en évidence 10 ans d'expérience en matière de réintégration après retour. Près de 120 personnes – travailleurs sociaux de tous bords, partenaires locaux issus des pays d'origine, instances gouvernementales, experts,… étaient présents. Lors de cette conférence, Ine Lietaert, chercheuse au Département Protection Sociale de l'Université de Gand, a présenté les conclusions de son « Etude longitudinale du retour en Arménie et Géorgie. » Ces conclusions démontrent que, outre la situation matérielle des personnes après le retour, la sécurité physique et matérielle et le sentiment « d'avoir les choses en mains », d'avoir un certain contrôle sur son avenir, ont une influence importante sur la perception et le vécu d'un retour vers le pays d'origine.

La conférence s'est déroulée le 16 octobre 2014, pendant la semaine des partenaires qui rassemble chaque année en Belgique les partenaires locaux issus des pays d'origine. Cette année, les organisations présentes étaient : Caritas Almaty (Kazakhstan), Caritas Géorgie, Caritas Népal, Rencontre et Développement (Algérie), Friends Peace House (Rwanda), Ligue Iteka (Burundi), Caritas Moscou (Russie) et Caritas PARI Dakar (Sénégal).

Cette semaine des partenaires fut, en 2014, exceptionnellement combinée avec une « Migration Study Visit » organisée à destination de nos partenaires issus de pays européens. Pendant ces trois jours, les participants ont appris à connaître le travail de Caritas International ainsi que les instances d'asile belge et européennes. Cet échange fut organisé en collaboration avec Caritas Europa.

« Coming back wasn't an easy thing to do. I was undocumented in Belgium. I asked for a residential permit that I couldn't manage to get. In the beginning, I could find some undeclared jobs to survive but it was getting more and more difficult so I decided to go back home. So I contacted Caritas. Going back and start something new with the help of Caritas in Senegal was the best solution for me. I really think this help is necessary for all migrants who want to go back to their countries. Because Senegal is really starting to move and change. Life is different here, of course, but there is agriculture, breeding… a lot of sectors that are growing. »

Mboup, back in Senegal since 2013.

WWW.CARITAS-INT.BE

10 ans de réintégration après retour :
video Caritas Reintegration since 2004

« JE RENTRE » : LE RETOUR DE ZHABRAIL ET SA FAMILLE EN TCHÉTCHÉNIE

Zhabrail, Khadijat et leurs 4 enfants sont arrivés en Belgique en novembre 2009. Ils ont demandé l'asile dans notre pays à cause de problèmes avec les autorités tchétchènes. Fin 2013, leur demande se solde par une décision négative. La famille décide alors de rentrer dans son pays d'origine avec le soutien de Caritas International. Pour ce faire, avec l'aide de Caritas International en Belgique et du partenaire local, Zhabrail met en place un projet d'avenir : il désire acheter un nouveau minibus, les typiques « Marshrutkas » qui concurrencent les lignes de bus officielles. Une fois rentré, Zhabrail a pu acheter ce minibus grâce au soutien financier de la prime à la réintégration et crée une société avec d'autres chauffeurs. Zhabrail et sa famille habitent aujourd'hui une maison qu'ils désirent rénover dès que leur situation financière le permettra. La famille est aujourd'hui optimiste quant à son futur.

RÉSEAU ERSO ÉLARGI

ERSO est l'abréviation de « European Reintegration Support Organisations », un réseau dans lequel des partenaires européens et leurs associés dans les pays de retour collaborent dans le domaine du retour volontaire et de la réintégration. De cette manière, ils obtiennent une façon de travailler plus efficace et cohérente au niveau européen. En 2014, ce réseau – dont Caritas International est membre fondateur depuis 2007 – s'est élargi à deux nouveaux partenaires : les organisations Micado Migration (Allemagne) et Danish Refugee Council (Danemark). De plus, un financement structurel a été mis en place et un « manager » opérationnel désigné. A l'avenir, ERSO travaillera sur le renforcement des capacités et la qualité des partenaires du réseau, tant en Europe que dans les pays d'origine.

http://www.erso-project.eu

WWW.CARITAS-INT.BE

- Les leçons d'ERSO SURE: accent sur la vulnérabilité
- Le retour de femmes seules au Rwanda
- 10 ans de réintégration après retour : L'assistance ne s'arrête pas à la frontière

DÉTENTION

Les étrangers qui résident sur le territoire belge sans disposer des documents requis ainsi que des personnes qui arrivent à la frontière sans disposer non plus de ces documents sont susceptibles d'être détenus en centres fermés. Ces derniers sont gérés par l'Office des Etrangers (OE). Caritas International a reçu l'autorisation d'accéder au centre fermé 127bis. Caritas International s'oppose toutefois à l'enfermement des étrangers pour des raisons de politique migratoire. Mais puisque la pratique est courante en Belgique, il est essentiel pour Caritas International de visiter ces centres fermés. Ces visites régulières visent à informer les migrants détenus sur leur situation et leurs droits, à briser leur isolement, à apporter un soutien socio-psychologique et juridique, et à observer leurs conditions de détention.

En 2014, les collaborateurs de Caritas International ont parlé une ou plusieurs fois avec 70 personnes enfermées au centre de rapatriement 127bis.

Les personnes visitées proviennent essentiellement d'Afghanistan, de Guinée Conakry, de la République Démocratique du Congo, de Syrie, de Tchétchénie et de la République d'Ingouchie. La majorité des personnes détenues sont des demandeurs d'asile déboutés ayant introduit de nouvelles demandes, comme par exemple, une régularisation pour raisons médicales) et des personnes détenues dans le cadre du règlement de Dublin[7], en attente d'un transfert vers l'Etat membre compétent.

Evolutions

Caritas International, avec diverses autres ONG, est membre du groupe Transit. Toutes les ONG de ce groupe qui visitent les divers centres fermés belges ont constaté une évolution regrettable des mesures prises à l'égard des personnes internées. Ainsi, nous remarquons que des **familles avec mineurs** continuent à être détenues en centres fermés, généralement pour un maximum de 48 heures à leur arrivée ou avant un vol. Au nom des droits de l'enfant, une interdiction réelle de l'enfermement des enfants devrait être observée. Dans un grand nombre de cas, les **familles sont séparées** : le père est détenu, le reste de la famille se trouve à son domicile, dans la clandestinité ou en maison de retour. Ceci va à l'encontre du droit à l'unité familiale, primordial pour Caritas International

Autre constat : l'enfermement de **profils vulnérables**. Nous pensons entre autres aux victimes de la traite des êtres humains, de torture, de viols ou d'autres formes de violence, aux femmes enceintes, personnes âgées ou malades nécessitant des soins ou de l'aide spécifique, des ex-MENA,… Pour toutes ces personnes, un enfermement a un impact négatif sur leur état. Par ailleurs, la Belgique détient toujours systématiquement les demandeurs d'asile à la frontière (les aéroports belges). Pour ces personnes, la détention doit rester une exception, dûment motivée.

7. Le règlement UE n° 604/2013 du Parlement et du Conseil du 26 juin 2013 , dit règlement Dublin III fixe les critères et mécanismes permettant de déterminer l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un État tiers.

PLAIDOYER

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le 10 décembre 2013, Caritas lance une campagne internationale pluriannuelle, baptisée « **Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous** ». Avec cette campagne, Caritas plaide en faveur d'une rémunération équitable de l'agriculture familiale, d'un droit à la terre pour les femmes, d'un arrêt de la spéculation alimentaire et d'une approche rapide de la malnutrition chez les enfants. Ce n'est que de cette manière qu'à l'horizon 2025 nous pourrons mettre fin au scandale de la faim. Étant donné que ce combat commence en réalité déjà dans notre assiette, Caritas International soutient aussi une autre campagne avec 11.11.11 contre les abus de l'industrie agro-alimentaire. En effet, en évitant le gaspillage d'un tiers de la production alimentaire mondiale, il y aurait suffisamment pour nourrir la moitié de la population mondiale !

LE LOT DES RÉFUGIÉS SYRIENS

6,5 millions de Syriens sont déplacés à l'intérieur de leur propre pays. Alors que les pays voisins accueillent 2,5 millions de réfugiés syriens, les 28 états membres de l'UE n'enregistrent fin mai que 71.000 demandes d'asile de citoyens syriens depuis le début du conflit. En Belgique, il s'agit d'environ 2.200 demandes d'asile enregistrées. Entrer en Europe de manière légale et sûre pour y demander l'asile est « mission impossible » pour bon nombre de réfugiés. Un grand nombre de réfugiés risque leur vie chaque jour à la recherche d'un lieu sûr.

Dans le cadre de la Journée mondiale des réfugiés le 20 juin, Caritas International organise une rencontre à l'heure du déjeuner, où sympathisants, presse et responsables politiques sont présents. Les orateurs nous ont fait part de leur témoignage nuancé sur les conditions de vie souvent inhumaines des déplacés internes de Syrie, des réfugiés dans les pays voisins, ainsi que ceux qui tentent de rejoindre l'Europe. Etaient présents :

- **Monseigneur Audo**, évêque d'Alep et président de Caritas Syrie
- **Wael Suleiman**, directeur de Caritas Jordanie
- **Petra Hueck**, Commission Internationale Catholique pour les Migrations (ICMC)
- **Marjan Claes**, Comité belge d'aide aux réfugiés (CBAR)

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts internationaux du réseau Caritas visant à attirer l'attention sur le sort des victimes de la violence en Syrie ainsi qu'à tout mettre en œuvre pour leur offrir l'aide humanitaire nécessaire et promouvoir le processus de paix. Caritas International demande à cet égard au gouvernement belge d'accepter davantage de réfugiés syriens par le biais du programme européen de réinstallation et d'œuvrer au sein de l'Europe à une politique de migration plus humaine.

MÉMORANDUM À L'OCCASION DES ÉLECTIONS

Le 24 avril 2014, les trois organisations Caritas de Belgique ont invité les représentants des partis démocratiques de notre pays à un débat électoral. À la veille des élections du 25 mai, Caritas engage la discussion avec eux autour de cinq thèmes : la pauvreté, la politique du volontariat, l'asile et la migration, l'aide humanitaire et le droit à l'alimentation. Caritas International a exposé sa vision et ses recommandations politiques en ce qui concerne la *Coopération internationale et l'Asile et la migration* dans un mémorandum adressé aux niveaux de politique régionale, fédérale et européenne. Différents hommes politiques et journalistes ont été approchés par écrit et/ou oralement à cet égard.

ACCUEIL INDIVIDUEL DE DEMANDEURS D'ASILE

Caritas International et ses coupoles, CIRE et Vluchtelingenwerk Vlaanderen, plaident en 2014 – entre autres lors de la fête des 15 ans d'accueil individuel par les ONG – pour le maintien de l'accueil individuel au sein du modèle d'accueil belge des demandeurs d'asile. L'accueil individuel permet une plus grande autonomie des demandeurs d'asile, garantit leur vie de famille et vie privée, et coûte moins cher à l'état.

Fin 2014, l'accueil individuel organisé par les ONG, et suite aux nombreux plaidoyers des différents partenaires de l'accueil, est reconnu comme partenaire de l'état pour l'accueil des demandeurs d'asile aux profils dits « vulnérables » : femmes isolées avec ou sans enfants, MENA, personnes malades,… Le modèle en deux phases tel qu'il a été mis en place jusque fin 2014 disparaît en 2015.

RÉINSTALLATION

Concernant la réinstallation, Caritas International plaide pour le maintien des binômes CPAS-ONG dans le cadre de l'accompagnement du processus d'intégration des personnes réinstallées. En 2014, ce modèle a été renforcé et sera maintenu pour l'accueil des contingents de ressortissants Syriens. Anne Dussart, responsable des programmes sociaux au sein du Département Asile et Migration, a, entre autres, représenté Caritas International et défendu ce positionnement lors des diverses réunions entre stakeholders du programme réinstallation (rassemblant les ONG, les représentations des CPAS et Fedasil) et lors de la réunion tripartite annuelle (Annual Tripartite Consultations on Resettlement –ATCR) rassemblant le HCR, les pays membres de l'UE et les ONG.

RÉINTÉGRATION APRÈS RETOUR

La conférence « L'assistance ne s'arrête pas à la frontière – 10 ans de réintégration » a permit à Caritas International de rappeler un grand nombre de points d'attention tels l'importance de l'accompagnement par les assistants sociaux au départ de la Belgique, assistants qui permettent de faire le lien entre le pays d'accueil et le pays d'origine, l'importance de l'accompagnement dans le pays de retour (l'importance du réseau et des partenaires locaux), l'importance d'un soutien financier adapté et le besoin de travailler à la mesure des personnes et non selon des critères strictes. Suite à cette conférence, nous avons remarqué qu'une attention accrue est à nouveau données à certains profils vulnérables et complexes et que des exceptions aux critères de mai 2012 – qui lient l'octroi du soutien financier à la réintégration au statut du candidat au retour – sont tolérées. Concernant cette thématique, Anne Dussart a représenté Caritas International et défendu ces positionnements entre autres lors des conférences suivantes :

- European Migration Network (EMN) conference 2014: Irregular Migration and return: challenges and practices. Anne Dussart y est intervenue afin de rappeler les perspectives que propose la réintégration après un retour volontaire.
- MigraMed 2014 : « Crises in Greece, Syrie and EU External borders », rassemblant les Caritas sud-européennes ainsi que du pourtour de la méditerranée. Anne Dussart y est intervenue sur les thématiques du retour volontaire et sur l'accès au territoire.

WWW.CARITAS-INT.BE

Debat pré-électoral: quel futur construisons-nous?

COMMUNICATION, RÉCOLTE DE FONDS & ÉDUCATION

Principal développement pour le Département Communication pour l'année 2014 : la consécration de la mission d'Education au rang de pilier opérationnel, au même titre que la coopération internationale et l'assistance aux réfugiés et migrants. Sans pour autant rompre avec ses activités en termes d'information et de récolte de fonds, le département poursuit le développement de son offre pédagogique à destination des élèves du secondaire supérieur.

Informer & Témoigner

Donner le temps et les moyens à des journalistes de découvrir le terrain de nos interventions et d'en témoigner était l'une des priorités du département. Une priorité que nous avons consacrée, à la faveur de développements de l'actualité, notamment dans le cadre de reportages sur le retour volontaire en Irak (MO*) ou en Mongolie (Canvas). Mais également de manière proactive et en partenariat, avec les médias catholiques par exemple, dans le cadre de la commémoration du 4ème anniversaire du séisme en Haïti ou de nos projets de sécurité alimentaire au Burundi.

« La voix de ceux qui n'en ont pas », Caritas continue à la faire entendre en Belgique et ailleurs, à travers ses propres canaux de communication : son magazine trimestriel, son site et ses comptes Facebook et Twitter, ainsi que ses publications spécialisées. Les campagnes médiatiques, à l'initiative du réseau Caritas comme de nos partenaires belges – le CNCD, 11.11.11, Ciré et Vluchtelingenwerk Vlaanderen -, restent des moments de visibilité primordiaux, particulièrement pour une année marquée par un triple rendez-vous électoral. Ainsi, Caritas International et son réseau ont œuvré toute l'année durant pour la promotion de l'agriculture familiale durable pour la campagne mondiale « Une famille humaine, de la nourriture pour tous ». Nous avons également relayé activement l'appel lancé par ECRE et la

campagne « Help Protect Syrian Refugee », avec pour point d'orgue la Journée Mondiale du Réfugié et la remise, en nos locaux, des signatures récoltées à la Présidence du Conseil européen.

Eduquer & Mobiliser

Cette volonté de témoigner et de mobiliser emmène désormais Caritas International jusque dans les classes du secondaire supérieur, grâce aux deux chargées d'éducation évoluant au sein du département. Le webdocumentaire www.umurima.coop, dédié aux coopératives agricoles actives au Rwanda, constitue un premier pas en ce sens. Produit en 2013, il a fait l'objet de premières animations en 2014. Et celles-ci sont amenées à se multiplier en 2015. Nos chargées d'éducation contribuent aussi aux réflexions et initiatives de NRV (Kijo), Ngo Federatie (Movo) et du CNCD (LED & Campagne).

Dans le cadre de l'opération Move With Africa de La Libre Belgique, les élèves de l'Institut Notre-Dame d'Arlon ont visité et contribué aux projets de Caritas au Burundi. Non sans s'être inscrits au préalable dans un trajet de formation continue, dont ce séjour d'immersion constituait le couronnement. Les élèves impliqués et leurs proches ont redoublé d'efforts pour visiter et soutenir ces activités et ont donné de leur temps à leur retour, plus près de chez eux cette fois, pour soutenir des personnes fraichement réinstallées en Province du Luxembourg.

En décembre, en réponse à une sollicitation de la Pastorale des Jeunes et de Woggle & Spirit, Caritas International et Caritas Liban ont lancé, auprès des mouvements de jeunesse du pays, l'opération de sensibilisation Noël en Exil. Bilan : près de 1.000 cartes de vœux solidaires envoyées au Liban, où elles ont été remises à des jeunes syriens et irakiens réfugiés. Forts de ce succès et du constat d'une demande croissante du monde scolaire pour des actions d'éducation liées à la question de la protection internationale, nous arrêtons dans notre stratégie le choix de ce thème pour nos futures actions pédagogiques.

WWW.CARITAS-INT.BE

Campagne 2014: Burundi, la solidarité se cultive

Récolter des Fonds

En 2014, les donateurs actifs de Caritas International étaient au nombre de 12.252. Et ils ont à nouveau fait preuve d'une solidarité sans pareille, en répondant généreusement à nos appels, pour un total de 3.628.821,85 euros versés sur le BE88 0000 0000 4141. L'attachement de nos sympathisants à l'humanitaires se confirme avec 1.057.379 euros réunis au bénéfice de notre action au Moyen-Orient. Avec la crise syrienne dans sa quatrième année et la persécution des minorités, notamment chrétiennes, par Daech, la région est le théâtre de la pire crise de réfugiés de notre siècle. La réponse de Caritas est sans précédent ; près de 4 réfugiés sur 10 y ont reçu l'aide de Caritas. Un résultat inatteignable sans le soutien renouvelé de nos donateurs et des nombreuses paroisses qui ont organisé une collecte le 15 aout. Le sort des victimes de l'épidémie d'Ebola qui a frappé l'Afrique de l'ouest et la RDC a également soulevé la générosité, avec 456.787 euros récoltés.

Le slogan de notre campagne annuelle « Burundi : la solidarité se cultive » n'est pas non plus resté sans effets. Résultat à ce jour : 3.150 chèvres remises à près de 1.050 familles paysannes !

L'équipe du Département a également contribué à l'évolution progressive du Consortium 12-12 vers une structure semi-permanente.

Suivez-nous sur Facebook ou sur Twitter

www.facebook.com/caritasbelgium

www.twitter.com/caritasintbe

Move With Africa en RDC sur Facebook

http://on.fb.me/1Dh5nvR

PERSONNEL ET ORGANISATION

Assemblée générale,
Conseil d'administration,
Comité de gestion

EN DATE DU 31/12/14

DIRECTION
2

Aide d'urgence, réhabilitation, développement (sécurité alimentaire) et participation aux programmes du réseau Caritas

DÉPARTEMENT COOPÉRATION INTERNATIONALE BRUXELLES
à Bruxelles - Coopérants à l'étranger
16
11

Communication, récolte de fonds, éducation

DÉPARTEMENT COMMUNICATION
8

DÉPARTEMENT FINANCIER
3

DÉPARTEMENT PERSONNEL ET ORGANISATION
10

DÉPARTEMENT ASILE ET MIGRATION

Service Accueil
40

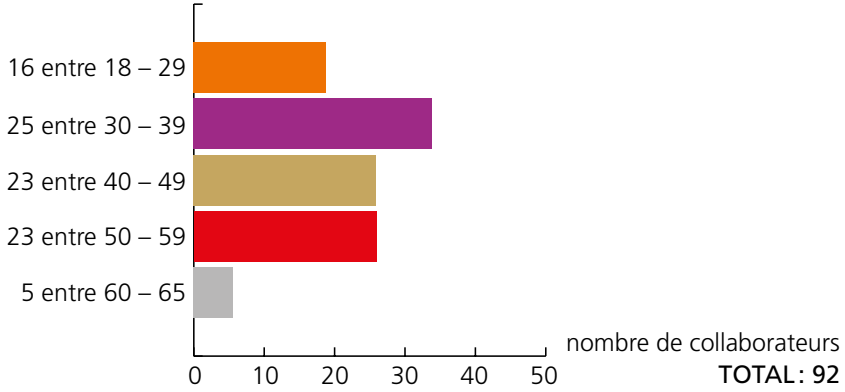
Service programmes sociaux
13

Service Accueil :
Service Accueil : aide au logement et accompagnement des demandeurs d'asile dans leur procédure avec attention spécifique aux groupes vulnérables (e.a. mères célibataires à Louvranges)

Service programmes sociaux :
Service programmes sociaux : accueil de première ligne, intégration des réfugiés, accompagnements des mineurs étrangers non-accompagnés, regroupement familial, réintégration après retour

QUELQUES CHIFFRES (COOPÉRANTS NON-INCLUS)

Âge des collaborateurs



Hommes/Femmes

Entrée / sortie 2014

Entrée	Sortie	Nombre de collaborateurs 31/12/13	Nombre de collaborateurs 31/12/14
15	29	106	92

Volontaires

29 volontaires à Louvranges
14 volontaires actifs au siège national à Bruxelles
Les membres de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion sont également des volontaires.

1 stagiaire à Louvranges
4 stagiaires à Brussel

Entreprise écodynamique

Le label 'Entreprise écodynamique' est une reconnaissance officielle en Région de Bruxelles-Capitale pour les entreprises bruxelloises qui mettent en place une gestion environnementale en interne. Il récompense leur dynamisme environnemental et leurs progrès en matière, notamment, de gestion et prévention des déchets, d'utilisation rationnelle de l'énergie, de gestion de la mobilité des travailleurs, etc.
Grâce aux efforts continus de Caritas International, le label 'Entreprise écodynamique' lui a été accordé pour les années 2014-2017.

RAPPORT FINANCIER – 2014

2014 fut une année en demi-teinte, marquée par les élections et les décisions politiques qu'elles soient belges ou européennes.
Préalablement aux élections, toute une série de budgets programmés à la Coopération Internationale ont été bloqués, ou reportés pour l'année 2015.
Au niveau du département asile et migration, la diminution drastique des migrants accueillis en Belgique a eu un impact important sur le fonctionnement de ce département.

Cependant, nous avons pu récolter plus de 3.600.000 € de dons qui ont été consacrés en grande partie aux dernières grosses crises que sont le déplacement des réfugiés en Syrie, la réhabilitation aux Philippines.
L'aide internationale globale que ce soit pour les crises ou pour les projets de sécurité alimentaires en Afrique Centrale, se monte à plus de 12.000.000 €.
Malgré les appels venant de toute part à propos des flux migratoires autour de la méditerranée, le gouvernement belge a encore diminué notre quota d'accueil de migrants, de sorte que nous accueillions 650 personnes au lieu de 1.000 il y a deux ans. Cela a tout de même généré une enveloppe de 9.000.000 €.
Nous avons constaté un développement des tâches d'accueil des mineurs non accompagnés, du retour volontaire d'une partie des migrants venus demander l'asile dans notre pays. Nous avons une volonté d'accompagner et d'intégrer les étrangers accueillis en Belgique.
Comme chaque année, notre politique est d'envoyer le maximum de fonds vers nos bénéficiaires, d'où nos frais de fonctionnement bas en dessous de 9,0 %.
Les frais de communication et de récolte de fonds représentent moins de de 3,5 % ce qui nous situe à un niveau vraiment minimal, pour ce type de dépenses dans notre secteur d'activité.
Nous terminons l'année 2014 avec une légère perte de 38.000 €. Vu la forte diminution des projets financés par nos bailleurs de fonds, nous voyons nos fonds affectés diminuer de près de 3.500.000 €. Le montant total de ces fonds s'élève à 11.041.000 €. Ils sont consacrés aux projets en cours et à venir.

BILAN

Actif	2014 (€)
Immobilisations corporelles	5 538 731,95
Immobilisations incorporelles	22 221,49
Immobilisations financières	5 976,34
Créances à un an au plus	898 172,41
Placements de trésorerie	7 261 107,33
Liquidités	7 526 357,24
Comptes de régularisation	75 420,86
TOTAL	**21 327 987,62**

Passif	2014 (€)
Fonds propres	2 880 472,41
Passif social	2 068 421,09
Fonds affectés à des projet définis	11 041 189,44
Perte reportée	-256 838,35
Perte à reporter	-38 824,65
Subsides en capital	16 907,40
Provisions	1 554 829,56
Dettes à plus d'un an	2 041 685,00
Dettes à 1 an au plus	2 020 145,72
TOTAL	**21 327 987,62**

TRAITEMENT DU RÉSULTAT EN EUR

Différence recettes / dépenses	-3 534 727,68
Dimunition des fonds destinés (au passif du bilan)	3 495 903,03
Perte de l'exercice	**-38 824,65**

COMPTE DE RÉSULTAT

Recettes	2014 (€)	%
Dons	3 628 821,85	16,26
Dons Consortium 12-12	429 568,00	1,92
Legs	145 895,76	0,65
Vlaamse gemeenschap (VAIS, MINA, ...)	148 500,00	0,67
Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA)	1 984 266,06	8,89
Gouvernement belge - DGD	1 647 582,67	7,38
Union européenne	619 706,64	2,78
Min. de la Justice - Min. Intérieur	535 249,41	2,40
Fedasil	569 801,64	2,55
Coordination et Initiative pour Réfugiés et Etrangers	4 672 035,79	20,93
Vluchtelingenwerk Vlaanderen	4 782 336,97	21,43
Fondations, autres Caritas, divers…	1 187 077,68	5,32
Produit financier	248 536,49	1,11
Autres produits d'exploitation	715 854,97	3,21
Autres	1 006 024,38	4,51
TOTAL	**22 321 258,31**	**100,00**

Dépenses	2014 (€)	%
Accueil des demandeurs d'asile	9 059 310,50	35,04
Programmes migrants (1ère ligne- MENA - intégration - réintégration)	1 272 625,75	4,92
Aide internationale	12 378 565,35	47,88
Communication, récolte de fonds, éducation	859 444,16	3,32
Frais de fonctionnement	2 286 040,23	8,84
TOTAL	**25 855 985,99**	**100,00**

Caritas International asbl

Rue de la Charité, 43
1210 Bruxelles

Tél : + 32 2 229 36 11
Fax : + 32 2 229 36 36
Email : infofr@caritasint.be

000-0000041-41
IBAN BE88 0000 0000 4141
BIC BPOTBEB1

www.caritas-int.be

Suivez-nous sur Facebook ou sur Twitter

www.facebook.com/caritasbelgium

www.twitter.com/caritasintbe

Éditeur responsable : François Cornet, directeur – Rue de la Charité 43 – 1210 Bruxelles

Caritas International adhère au Code éthique de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF). (www.vef-aerf.be)

Le label Forest Stewardship Council garantit que le papier d'impression de ce document provient de forêts traitées durablement.

Caritas International veille à la protection de notre environnement